

Banque Centrale de Djibouti



RAPPORT ANNUEL 2021

Banque Centrale de Djibouti



RAPPORT ANNUEL

2021

SOMMAIRE

Pages

PREMIERE PARTIE – L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE -I- L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL 12

1-1 LA CROISSANCE MONDIALE

1-2 L’EVOLUTION DE L’INFLATION ET DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

1-3 LES PERSPECTIVES DE L’ECONOMIE MONDIALE

II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES SOUS REGIONALES 17

2-1 LA CROISSANCE EN AFRIQUE

2-2 LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-REGION

CHAPITRE -II- L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE 20

I- LE SECTEUR PRIMAIRE 21

1-1 L’AGRICULTURE

1-2 L’ELEVAGE

1-3 LA PECHE

II- LE SECTEUR SECONDAIRE 25

2-1 L’ENERGIE ELECTRIQUE

2-2 L’EAU

III- LE SECTEUR TERTIAIRE 26

3-1 LE TRAFIC PORTUAIRE

3-2 LE TRANSPORT AERIEN

3-3 LE TRANSPORT ROUTIER

DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

CHAPITRE – I - LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES	30
I - LES RECETTES ET DON	31
1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES	
1-2 LES DON	
II - LES DEPENSES TOTALES	32
2-1 LES DEPENSES COURANTES	
2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	
III - LE SOLDE BUDGETAIRE	34
CHAPITRE – II - LA MONNAIE ET LE CREDIT	35
I - LA MONNAIE	35
1-1 LA MASSE MONETAIRE	
1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE	
II - LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	41
2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	
2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	
III - LES CONCOURS BANCAIRES	45
3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE	
3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES	
3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT	
CHAPITRE - III – LES INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE	49
CHAPITRE - IV - LE SECTEUR EXTERIEUR	53
I - LA BALANCE DES PAIEMENTS	53
1-1 LE COMPTE COURANT	
1-2 LA BALANCE COMMERCIALE	
1-3 LA BALANCE DES SERVICES	
1-4 LA BALANCE DES REVENUS	
1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS	
1-6 LE COMPTE DU CAPITAL	
1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	

II - LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE	60
III - LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	61
3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE	
3-2 LE SERVICE DE LA DETTE	
TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE	
I - LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE	64
II - LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	67
III - LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE	68
IV – LES ACTIVITES DU SERVICE DES STATISTIQUES	68
V - LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER	71
VI - LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	73
VII - LE SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE	74
VIII – LE SERVICE DES ETUDES	78
IX – LES ACTIVITES DU SERVICE JURIDIQUE	79
X – LE SERVICE EN CHARGE DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT	80

GLOSSAIRE

AID :	Aéroport International de Djibouti
ASEAN :	Association of Southeast Asian Nations (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)
BAD :	Banque Africaine de Développement
BCD :	Banque Centrale de Djibouti
BMCE :	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BID :	Banque Islamique pour le Développement
BRED :	Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt
CAF :	Coût Assurance Fret
CE :	Communauté Economique
CPEC :	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit
COMESA :	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
DCT :	Doraleh Terminal Containers
Dollar US :	Dollar Américain
EURL :	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
FDJ :	Franc Djibouti
EDD :	Electricité de Djibouti
FAD :	Fonds Africain de Développement
FADES :	Fonds Arabe de Développement Economique et Social
FAO	Food and Agriculture Organisation
FATF/GAFI	Financial Action Task Force / Groupe d'Action Financière
FOB :	Franco à Bord
FMI :	Fonds Monétaire International
FSD :	Fonds Saoudien de Développement
FSSR :	Revue de la stabilité du secteur financier
GSBF :	Groupe des superviseurs bancaires francophones
HDTL	Horizons Djibouti Terminal Limited
IDA :	International Development Association
IDE :	Investissements Directs Etrangers
IGAD :	Intergovernmental Authority on Development (Autorité Intergouvernementale pour le Développement)
INSD :	Institut National de la Statistique de Djibouti
LBC-FT :	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux-Financement du Terrorisme
MB :	Ministère du Budget
MCM :	Département des Marchés de capitaux et monétaires du FMI

MEFIP :	Ministère de l’Economie et des Finances, chargé de l’Industrie
MENAGAFI :	Groupement d’Action Financière au Moyen Orient et en Afrique du Nord
METAC :	Centre régional d’assistance technique pour le Moyen-Orient du FMI
Mwh :	Mégawatt heure
M³ :	Mètre cube
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONEAD :	Office National de l’Eau et de l’Assainissement de Djibouti
OPEP :	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PDSA :	Port de Djibouti Société Anonyme
PEG :	Position Extérieure globale
PIB :	Produit Intérieur Brut
SARL :	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SRE :	Service des Relations Extérieures
SRF :	Service de Renseignements Financiers
SSB :	Service de la Supervision Bancaire
TM :	Tonnes Métriques
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l’Etat
TRACFIN :	Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers clandestins
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEM :	Union Economique et Monétaire

PREFACE

Après la dure récession observée à l'échelle mondiale en 2020, l'activité économique mondiale a connu un rebond d'une forte ampleur en 2021, dans un contexte de résurgence de la pandémie de COVID-19. Les données du Fonds Monétaire International (FMI) font, en effet, état d'une croissance mondiale de l'ordre de 6,1% en 2021, soit une remontée de +9,2 points de pourcentage, comparée à la contraction de 3,1% enregistrée en 2020. Cette reprise est essentiellement liée à la vigueur du redressement économique enregistré dans la plupart des grandes économies et dans de nombreuses économies émergentes et en développement.

Dans les pays avancés, la croissance économique s'est établie à 5,2% en 2021, contre une récession de 4,5% en 2020. La plupart des pays ont enregistré une forte hausse de leur activité économique en 2021, suite à la levée progressive des mesures de confinement et d'autres mesures strictes prises durant la crise sanitaire pour atténuer la propagation de la pandémie de COVID-19.

Dans la plupart des pays émergents et en développement, la croissance économique a également enregistré une hausse (6,8% en 2021 contre -2,0% en 2020) tirée principalement par l'augmentation de la demande et des prix des produits de base. Toutefois, la reprise est freinée dans de nombreux pays par la recrudescence des cas de COVID-19 et le retard pris dans la vaccination, consécutif au manque d'approvisionnement et aux restrictions à l'exportation.

En Afrique Subsaharienne, la reprise économique s'est renforcée au second semestre de 2021, engendrant une croissance de 4,5% au terme de l'année, suite à une contraction de 1,7% du PIB de la Région en 2020. Cette amélioration reste encore fragile avec les effets de la pandémie qui persistent, les risques sécuritaires accrus au Sahel et le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis.

En liaison avec la reprise de l'activité économique à l'échelle mondiale, le taux d'inflation a enregistré une hausse dans la plupart des économies avancées, passant de 0,7% en 2020 à 3,1% en 2021. Ces pressions inflationnistes sont également le reflet d'évolutions inhabituelles liées à la pandémie et de disparités temporaires entre l'offre et la demande.

En dépit de ce contexte marqué par un retour de l'inflation, après une longue période d'atonie, la politique monétaire est demeurée toutefois accommodante dans les principaux pays avancés en 2021 pour soutenir la reprise économique.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'évolution de l'inflation est restée erratique, avec un accroissement des prix moins marqué (5,2% en 2020 et 5,9% en 2021). Dans certains pays, l'inflation s'est accrue sous l'effet d'une hausse des cours des denrées alimentaires.

La croissance économique mondiale devrait connaître un ralentissement pour s'établir à 3,6% en 2022, en repli de 1,3 point de pourcentage par rapport aux estimations d'octobre 2021 du FMI. Cette situation serait essentiellement liée aux répercussions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine déclenchée en février 2022. Ainsi, dans la plupart des régions du monde, les prévisions économiques ont été revues à la baisse.

Sur le plan national, après une année 2020 difficile, grandement impactée par la pandémie de la Covid-19, la forte reprise de l'économie nationale attendue en 2021 a été plus modeste que prévue. En effet, initialement projetée à hauteur de 7,1%, la croissance en 2021 a atteint 4,8% contre 1,2% en 2020. La hausse du coût de la logistique au niveau international et le conflit

intérieur en Ethiopie ont été les principaux facteurs qui ont influé sur la croissance nationale, notamment celle générée par les secteurs de la logistique et du transport.

La croissance devrait ralentir à 3,6% en 2022, avant de reprendre une tendance haussière d'une moyenne de 7,2% entre 2023-2026. Cette croissance serait portée par les programmes d'investissements publics et privés qui seront engagés dans le cadre de la mise en œuvre du Second Plan National de Développement (Djibouti ICI).

Au niveau de l'inflation, l'Indice des Prix à la Consommation s'est inscrit en hausse de 2,5% (en glissement annuel) en 2021, contre 0,3% en 2020, essentiellement dû au renchérissement des prix des produits alimentaires qui ont augmenté de 3,5% sur la période.

Le budget de l'Etat, s'établissant à un total de 140 milliards FDJ à fin 2021, a accusé une baisse de 2,4% par rapport à l'année 2020.

Malgré une augmentation importante des dépenses d'investissement de l'ordre de 13,4 % et des dépenses courantes (1,7%), le solde global s'est légèrement amélioré en passant de -2% en 2020 à -1,9% en 2021. Cette amélioration est attribuée à la baisse des dépenses exceptionnelles engagées dans le contexte de la covid-19, conjugué à une plus grande mobilisation des recettes intérieures qui a enregistré une hausse de 4,3%.

S'agissant du secteur bancaire, la masse monétaire M3 s'étant établie à 478.420 millions FDJ au terme de l'année 2021, contre 454.410 millions FDJ en 2020, a augmenté de 5,3% d'une année à l'autre.

La hausse des dépôts à vue et des dépôts à terme libellés en monnaie nationale, ainsi que la progression significative des ressources en monnaies étrangères sont les principaux facteurs expliquant la progression de l'agrégat M3 entre 2020 et 2021.

Le taux de couverture en devises de l'émission fiduciaire s'est établi à 106% à la fin de l'année 2021, contre 105% une année auparavant.

Les créances sur l'économie ont augmenté de 10% en 2021, en progression de 140.036 à 149.013 millions FDJ, en rapport avec l'accroissement des crédits accordés au secteur public, qui passent de 30.811 millions FDJ en 2020 à 49.487 millions FDJ en 2021. En revanche, les créances allouées au secteur privé ont connu une contreperformance annuelle de 3,7% en lien avec le ralentissement de l'activité économique due à la pandémie de Covid-19.

En outre, l'activité du secteur bancaire s'est accrue de 5,6% en 2021. Le total bilan s'est établi à 613.912 millions FDJ, contre 549.691 millions FDJ l'exercice précédent. Cette croissance profite essentiellement aux crédits à la clientèle (+54,2%).

Au niveau de la situation extérieure et, dans un contexte de regain de l'activité économique, le solde du compte courant de Djibouti a repris son flux excédentaire, en passant de 65.109 millions en 2020 à 183.219 millions FDJ en 2021. Cette augmentation du compte courant s'explique d'une part, par la reprise des réexportations des biens en destination des pays voisins (+48%) et, d'autre part, par l'amélioration du solde des services (+2,5%).

L'encours de la dette publique extérieure de la République de Djibouti s'est, pour sa part, accru de 1,9%, passant de 427.137 millions FDJ à 435.433 millions FDJ entre 2020 et 2021. La hausse de l'encours de la dette publique a résulté des tirages des emprunts extérieurs des entreprises publiques (+3.310 millions de FDJ), mais aussi de l'Etat (+ 4.987 millions FDJ).

Le ratio dette publique extérieure sur PIB, mesurant le niveau d'endettement national, fait apparaître un taux de 74% en augmentation de 4 points de pourcentage en comparaison avec son seuil de 2020.

Le service de la dette publique extérieure a, en revanche, baissé de 31% en 2021, s'établissant à 9.220 millions FDJ, contre 13.420 millions FDJ l'année précédente.

Enfin, sur le plan des activités de la Banque Centrale, notamment en termes de promotion, d'encadrement et de surveillance du secteur financier, des avancées notoires ont été réalisées au cours de l'année 2021.

Le contexte de développement du secteur financier national et la nécessité de maîtriser cette évolution imposent un certain nombre de défis qui exige de la Banque Centrale une adaptation permanente de ses capacités techniques, opérationnelles et financières. Le plan d'actions poursuivi, ainsi que les réformes conduites dans ce sens, visent entre autres à étendre l'inclusion financière, la diversification des produits et services financiers, la modernisation des infrastructures financières, tout en garantissant la sécurité et l'intégrité du circuit financier national face aux chocs de toutes natures en particulier externes.

Ainsi, au titre des réalisations au cours de l'année 2021, l'opérationnalisation du nouveau système automatisé de transfert (ATS+), en juillet dernier, constitue une avancée majeure concernant la modernisation de l'architecture et des infrastructures financières nationales. Ce système baptisé SYRAD (Système de Règlement Automatisé de Djibouti) a vu l'adhésion de 13 participants, en majorité des établissements de crédit et a enregistré un volume total de près de 8.900 transactions émises entre juillet et décembre 2021, et ce, pour tout type de transactions confondues (Virement et chèques, Débit direct ou crédit direct..).

Dans le domaine de la Lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme (LBC-FT), Djibouti a engagé d'importants efforts, tout en décidant d'adhérer au Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et Nord-Afrique (GAFIMOAN) en décembre 2018. Cette adhésion s'inscrit dans les efforts de la Banque Centrale pour accroître la transparence de la place financière de Djibouti et lutter contre l'usage du système financier national à des fins criminelles en appliquant les standards internationaux les plus stricts.

Dans ce cadre, a débuté en mars 2021 une Evaluation Nationale des Risques pour d'une part, illustrer l'engagement de notre pays et, d'autre part, améliorer la connaissance de nos faiblesses et vulnérabilités afin d'en atténuer les effets à travers l'établissement d'un plan d'action détaillé. Cet exercice constitue une étape préparatoire à l'évaluation par les pairs, sous l'égide du GAFIMOAN, de l'ensemble du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement prévue en 2024. Il incombe à toutes nos institutions concernées de bien se préparer à cette évaluation dont les résultats sont déterminants quant à l'avenir et la réputation de notre système financier.

AHMED OSMAN ALI

Gouverneur

PREMIERE PARTIE – L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE -I- L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

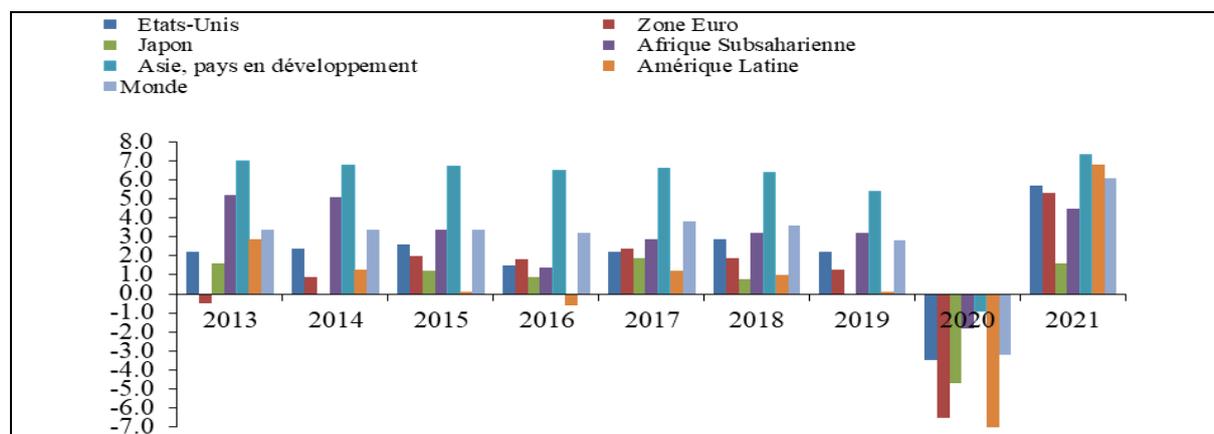
1-1 LA CROISSANCE MONDIALE

Après la dure récession observée à l'échelle mondiale en 2020, l'activité économique mondiale a connu un rebond d'une forte ampleur en 2021, dans un contexte de résurgence de la pandémie de COVID-19. Les données du Fonds Monétaire International (FMI) font, en effet, état d'une croissance mondiale de l'ordre de 6,1% en 2021, soit une remontée de +9,2 points de pourcentage, comparée à la contraction de 3,1% enregistrée en 2020. Cette reprise est essentiellement liée à la vigueur du redressement économique enregistré dans la plupart des grandes économies et dans de nombreuses économies émergentes et en développement.

Dans les pays avancés, la croissance économique s'est établie à 5,2% en 2021, contre une récession de 4,5% en 2020. La plupart des pays ont enregistré une forte hausse de leur activité économique en 2021, suite à la levée progressive des mesures de confinement et d'autres mesures strictes prises durant la crise sanitaire pour atténuer la propagation de la pandémie de COVID-19.

Aux Etats-Unis, la croissance économique a atteint 5,7% en 2021 suite à la contraction de 3,4% enregistrée un an plus tôt, grâce aux importantes mesures de soutien budgétaire et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. Dans la zone euro, le taux de croissance économique s'est accru de 12,2 points de pourcentage pour s'établir à 5,8% en 2021, en relation avec des mesures de relance budgétaire, la réouverture de l'économie et le déploiement des vaccins. L'économie japonaise a connu une croissance relativement faible de 1,6% en 2021 contre une baisse de 4,5% en 2020, en raison principalement des effets de l'instauration d'un quatrième état d'urgence de juillet à septembre 2021, face au niveau record du nombre d'infections au Coronavirus.

Evolution du PIB réel, 2013-2021



Source : Fonds Monétaire International

Dans la plupart des pays émergents et en développement, la croissance économique a également enregistré une hausse (6,8% en 2021 contre -2,0% en 2020) tirée principalement par l'augmentation de la demande et des prix des produits de base. Toutefois, la reprise est freinée dans de nombreux pays par la recrudescence des cas de COVID-19 et le retard pris dans la vaccination, consécutif au manque d'approvisionnement et aux restrictions à l'exportation.

En Inde, le taux de croissance a réalisé un bond de -6,6% à +8,9% entre 2020 et 2021, sous l'effet de l'accélération de la campagne de vaccination en 2021. En Chine, la croissance s'est établie à 8,1% en 2021, contre 2,2% en 2020, grâce au rebond de la consommation interne et de la demande étrangère. En Russie, le taux de croissance économique s'est situé à 4,7% en 2021, en hausse de 7,4 points de pourcentage d'une année à l'autre, sous l'effet de la stimulation de la demande intérieure, suite à l'assouplissement des restrictions sanitaires au premier trimestre 2021.

En Afrique Subsaharienne, la reprise économique a enregistré une hausse au second semestre de 2021, engendrant une croissance de 4,5% au terme de l'année, suite à une contraction de 1,7% du PIB de la Région en 2020. Cette amélioration reste encore fragile avec les effets de la pandémie qui persistent, les risques sécuritaires accrus au Sahel et le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis. Outre la pandémie et les tensions géopolitiques actuelles, la création d'emplois et la réalisation des objectifs de développement durable requièrent une croissance forte, inclusive et durable. De ce fait, des actions politiques décisives sont nécessaires pour contribuer à la diversification économique, faire face aux défis des changements climatiques et libérer le potentiel du secteur privé en Afrique.

Les disparités dans l'accès aux vaccins et dans le soutien apporté par les pouvoirs publics sont les principales causes des divergences économiques observées. Tandis que, dans les pays avancés, près de 60 % de la population est entièrement vaccinée, les pays à faible revenus enregistrent un pourcentage de 96 % de non-vaccinés.

1-2 L'EVOLUTION DE L'INFLATION ET DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

En liaison avec la reprise de l'activité économique à l'échelle mondiale, le taux d'inflation a enregistré une hausse dans la plupart des économies avancées, passant de 0,7% en 2020 à 3,1% en 2021. Ces pressions inflationnistes sont également le reflet d'évolutions inhabituelles liées à la pandémie et de disparités temporaires entre l'offre et la demande. Aux États-Unis, le taux d'inflation est monté de 1,2% à 4,7% d'une année à l'autre. Dans la zone euro, le taux d'inflation a atteint 2,6% en 2021, soit une hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2020. En revanche, au Japon, le niveau de l'inflation s'est replié pour s'établir à -0,3% en 2021, contre 0,0% en 2020.

En dépit de ce contexte marqué par un retour de l'inflation, après une longue période d'atonie, la politique monétaire est demeurée toutefois accommodante dans les principaux pays avancés en 2021 pour soutenir la reprise économique.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'évolution de l'inflation est restée erratique, avec un accroissement des prix moins marqué (5,2% en 2020 et 5,9% en 2021). Dans certains pays, l'inflation s'est accrue sous l'effet d'une hausse des cours des denrées alimentaires. En Russie, le taux d'inflation s'est accru pour ressortir à 6,7% en 2021 contre 3,4% un an plus tôt. Au Brésil, il s'est établi à 8,3% en 2021, en hausse de 5,1 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. En revanche, en Chine, le taux d'inflation est passé de 2,4% en 2020 à 0,9% en 2021. En Inde, il a baissé de 0,7 point de base d'une année à l'autre pour se situer à 5,5% en 2021.

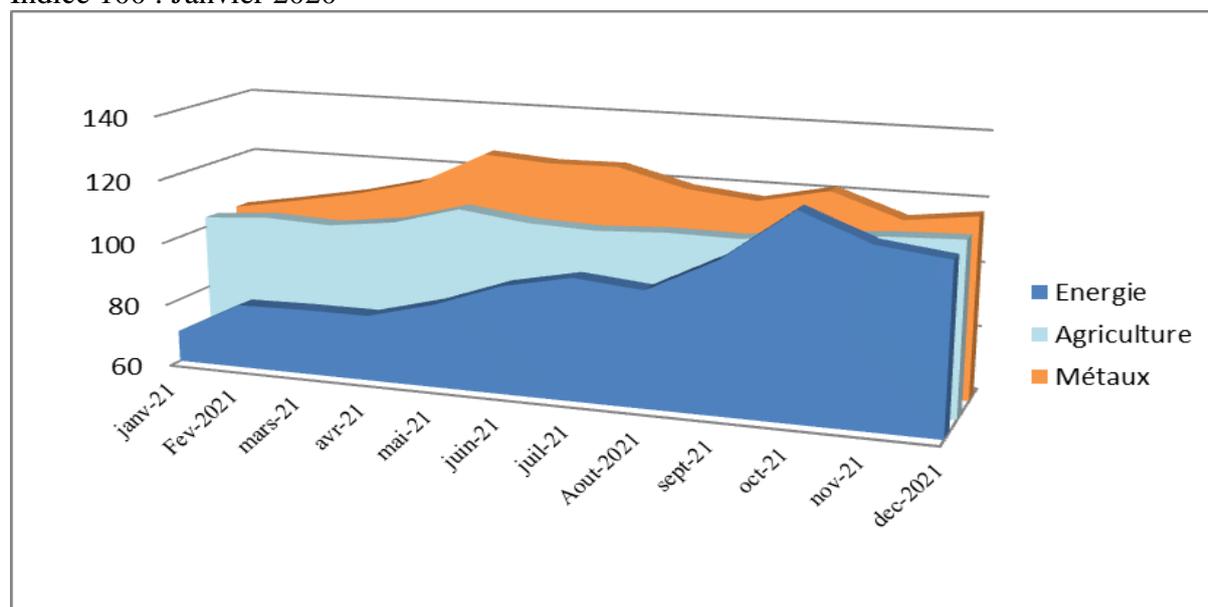
Le cours moyen du pétrole s'étant établi à 69,07 Dollars US le baril en 2021, contre 41,29 Dollars US en 2020, a fait un bond de 67,3% d'une année à l'autre. Une continuité de cette progression est attendue avec un cours moyen estimé à 106,83 Dollars US en 2022.

Les prix des produits de base ont, pour leur part, continué d'augmenter parallèlement au renforcement de l'activité économique mondiale. Néanmoins, les hausses des prix des denrées alimentaires ont principalement eu lieu dans des régions où l'insécurité alimentaire est élevée, ce qui aggrave les difficultés des ménages les plus pauvres.

En outre, la forte augmentation des prix du pétrole et du gaz a engendré une forte augmentation des coûts de l'énergie. Ces hausses sont la principale source de l'inflation globale en Europe et, dans une moindre mesure, aux États-Unis.

Indices des prix des matières premières (mensuels)

Indice 100 : Janvier 2020



Source : Banque mondiale

1-3 LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait connaître un ralentissement pour s'établir à 3,6% en 2022, en repli de 1,3 point de pourcentage par rapport aux estimations d'octobre 2021 du FMI. Cette situation serait essentiellement liée aux répercussions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine déclenchée en février 2022. Ainsi, dans la plupart des régions du monde, les prévisions économiques ont été revues à la baisse.

Dans les économies avancées, la croissance se situerait à 3,3% en 2022 contre 4,5% initialement prévue et 5,2% en 2021. Aux États-Unis, la croissance économique est attendue à 3,7% en 2022, soit une baisse de 2,0 points de pourcentage par rapport au niveau de l'année précédente, en relation avec le retrait de certaines mesures de soutien budgétaire adoptées pour juguler la crise, les pressions inflationnistes prévues ainsi que les effets de la crise russo-ukrainienne. Dans la zone euro, le taux de croissance serait de 2,8% en 2022, en baisse de 1,3 point de pourcentage par rapport aux premières estimations d'octobre 2021. Cette contre-performance est imputable à la forte incertitude liée à l'évolution du conflit entre la Russie et l'Ukraine. En revanche, au Japon, la croissance économique devrait connaître une accélération, passant de 1,6% en 2021 à 2,4% en 2022. Cette performance serait portée

principalement par l'adoption d'un nouveau plan de relance et le retour d'une croissance plus vigoureuse de la consommation et de l'investissement.

Evolution et perspectives de l'économie mondiale

PIB réel, variation annuelle en pourcentage	2020	2021	Projections	
			2022	2023
Production mondiale	-3,1	6,1	3,6	3,6
Pays avancés	-4,5	5,2	3,3	2,4
Etats-Unis	-3,4	5,7	3,7	2,3
Zone euro	-6,4	5,8	2,8	2,3
Japon	-4,5	1,6	2,4	2,3
Pays émergents et pays en développement	-2,0	6,8	3,8	4,4
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,8	7,3	5,4	5,6
Chine	2,2	8,1	4,4	5,1
Inde	-6,6	8,9	8,2	6,9
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-1,8	6,7	-2,9	1,3
Russie	-2,7	4,7	-8,5	-2,3
Amérique Latine et Caraïbes	-7,0	6,8	2,5	2,5
Moyen-Orient et Asie Centrale	-2,9	5,7	4,6	3,7
Arabie Saoudite	-4,1	3,2	7,6	3,6
Afrique Subsaharienne	-1,7	4,5	3,8	4,0
Nigéria	-1,8	3,6	3,4	3,1
Pays en développement à faible revenu	0,2	4,0	4,6	5,4
Volume du commerce mondial (biens et services) – variation en %	-7,9	10,1	5,0	4,4
Cours des produits de base (en dollars US) – variation en %				
Pétrole	-32,7	67,3	54,7	-13,3
Hors combustibles	6,8	26,8	11,4	-2,5
Indice des prix à la consommation – variation en %				
Pays avancés	0,7	3,1	5,7	2,5
Pays émergents et pays en développement	5,2	5,9	8,7	6,5

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est attendu à 3,8% en 2022 contre 5,1% initialement prévue en octobre 2021. En Chine, la croissance économique devrait ralentir pour se situer à 4,4% en 2022 contre 8,1% en 2021, en raison de contraintes sur l'offre résultant des difficultés d'approvisionnement du secteur manufacturier et des problèmes de transport des marchandises dus aux confinements dans plusieurs grandes régions industrielles et portuaires du pays (Shanghai en particulier), consécutifs au regain de

la pandémie de COVID-19 depuis quelques mois. En Inde, l'activité économique devrait ressortir à 8,2% en 2022 contre 8,9% en 2021, en relation avec une reprise progressive de la demande intérieure et de la hausse des prix du pétrole.

En Russie, le taux de croissance se situerait à -8,5% en 2022 contre 4,7% en 2021. Cette forte baisse serait liée essentiellement aux effets des sanctions occidentales contre la Russie, à la suite de la crise russo-ukrainienne.

En Afrique, la reprise économique devrait se poursuivre en 2022, toutefois avec un ralentissement, en liaison avec la persistance de la pandémie et des pressions inflationnistes causées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui sont les deux principaux fournisseurs de céréales du continent africain. La croissance économique devrait atteindre 4,1% en 2022 contre 6,9% en 2021.

Les perspectives économiques de reprise restent entourées de nombreuses incertitudes, liées notamment à l'évolution de la pandémie de COVID-19, aux contraintes sur l'offre et aux pressions inflationnistes, ainsi qu'au dénouement rapide du conflit entre la Russie et l'Ukraine. En effet, malgré la reprise économique constatée dans toutes les régions grâce à une campagne de vaccination mondiale en 2021, les récentes résurgences de nouvelles infections, notamment en Chine, présentent encore de nombreux risques pour l'économie mondiale. Par ailleurs, la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales prises contre la Russie, l'un des principaux fournisseurs de gaz à l'Europe et de produits de base à l'Afrique, sont des facteurs de risques susceptibles de peser sur les perspectives de croissance économique.

Ainsi, une croissance économique mondiale robuste dépendra des interventions à l'échelon mondial pour limiter les effets négatifs de la guerre et amortir le choc de la flambée des prix du pétrole. Outre ces perturbations de l'approvisionnement énergétique, des difficultés des chaînes d'approvisionnement et de nouvelles hausses des prix des matières premières hors énergie, en particulier des denrées alimentaires, sont des défis à relever pour maintenir la dynamique de la reprise économique en 2022.

II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES SOUS-REGIONALES

2-1 LA CROISSANCE EN AFRIQUE

Selon les données de la Banque Africaine de Développement (BAD), le taux de croissance économique en Afrique s'est situé à 6,9% en 2021, après une contraction de 1,6% en 2020 causée par la pandémie de COVID-19. La croissance économique s'est accélérée dans toutes les Sous-régions en 2021, contrairement à l'année 2020 où une récession a été observée dans toutes les Sous-régions, à l'exception de l'Afrique de l'Est.

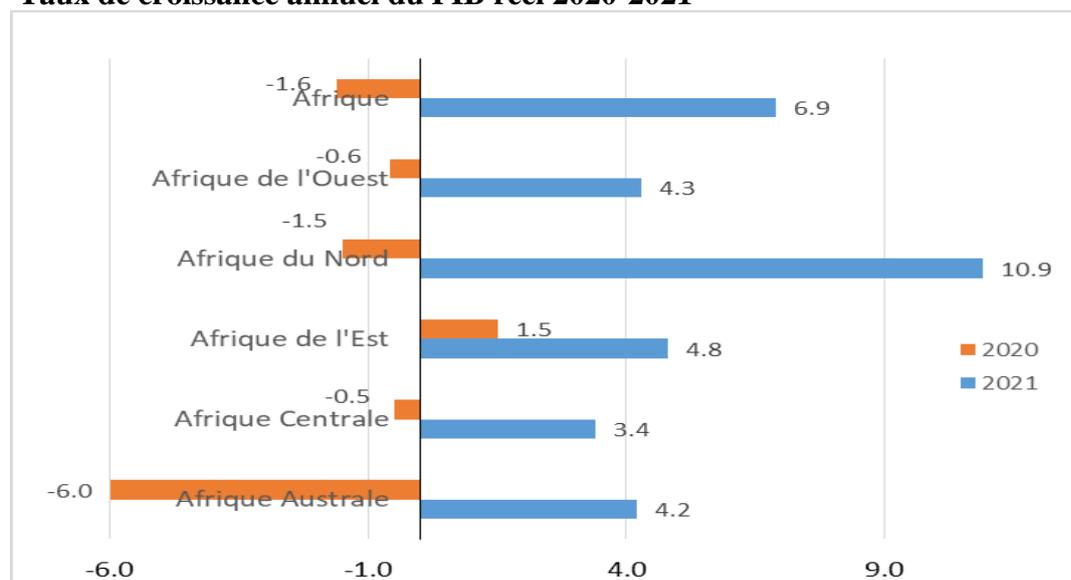
Le taux de croissance économique le plus élevé a été enregistré en Afrique du Nord (10,9% en 2021 contre -1,5% en 2020), imputable en grande partie au rebond des activités du secteur pétrolier en Lybie suite à la levée du blocus des exportations de pétrole à la fin 2020. L'Afrique de l'Est vient en second (4,8% en 2021 contre 1,5% en 2020), suivie de l'Afrique de l'Ouest (4,3% en 2021 contre -0,6% en 2020), de l'Afrique Australe (4,2% en 2021 contre -6,0% en 2020) et de l'Afrique Centrale (3,4% en 2021 contre -0,5% en 2020).

Cette bonne performance économique enregistrée en Afrique est imputable principalement à la relance de l'économie mondiale, consécutive à l'assouplissement des restrictions induites par la pandémie de COVID-19 et au rebond du tourisme, ainsi qu'à la hausse des prix des matières premières.

En termes de perspectives, la reprise économique devrait se poursuivre en 2022, toutefois avec un ralentissement, en liaison avec la persistance de la pandémie et des pressions inflationnistes causées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui sont les deux principaux fournisseurs de céréales du continent africain.

La croissance économique en Afrique devrait atteindre 4,1% en 2022, contre 6,9% en 2021. La croissance de l'Afrique de l'Est serait la plus forte en 2022 (4,7% en 2022 contre 4,8% en 2021), suivie de celle de l'Afrique Centrale (4,6% en 2022 contre 3,4% en 2021) et de l'Afrique du Nord (4,5% en 2022 contre 11,7% en 2021). L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Australe devraient enregistrer respectivement des taux de croissance de 4,1% et 2,5% en 2022 contre 4,3% et 4,2% un an plus tôt.

Taux de croissance annuel du PIB réel 2020-2021



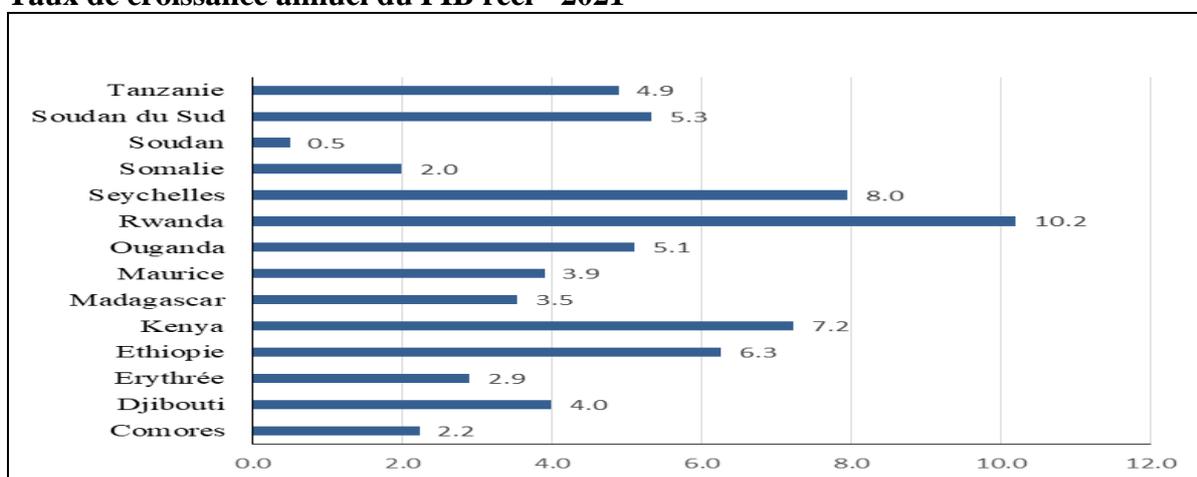
Source : BAD

2-2 LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-REGION

En enregistrant une croissance de 5,1% en 2021, l'économie de l'Afrique de l'Est a été protégée des chocs de la pandémie en 2020 grâce aux dépenses publiques soutenues dans des projets phares d'infrastructures et la diversification économique des pays. La croissance soutenue de la région s'explique en grande partie par les solides performances agricoles ainsi que des étroits liens tissés entre les pays.

Parmi les économies les plus performantes figurent le Rwanda avec une croissance du PIB réel atteignant 10,2% en 2021 et des perspectives de croissance estimées à 6,4% pour 2022. Soutenue par le secteur du tourisme et du fait d'un déploiement complet des campagnes de vaccination, la croissance du PIB réel des Seychelles s'est établie à 8% en 2021 et estimée à 4,6% pour 2022. Le Kenya reste également performant avec 7,2% de croissance en 2021 et 5,7% en 2022 grâce à des investissements dans les infrastructures publiques et la consommation privée.

Taux de croissance annuel du PIB réel - 2021



Source : FMI

L'Éthiopie

Pour l'économie éthiopienne, les perspectives de croissance sont revues à la baisse avec une projection de 3,8% en 2022 contre 6,3% en 2021 conséquence de la guerre civile et des effets de la pandémie de COVID-19 sur les transports et le secteur hôtelier. Les prévisions pour 2023 sont plus optimistes avec une croissance de 5,7% grâce à l'industrie, la consommation privée et les investissements. Cette amélioration devrait être stimulée également par le secteur du tourisme et la libéralisation des télécommunications. Toutefois, la guerre civile dans le nord de l'Éthiopie et les vulnérabilités liées à l'endettement peuvent engendrer des risques à la baisse.

Avec l'augmentation du crédit domestique pour la relance de l'économie et les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, l'inflation est supérieure à l'objectif de 8% de la Banque Centrale et s'élève à 26,8% en 2021 contre 20,4% en 2020. Ainsi, en 2021, l'Éthiopie a enregistré le taux d'inflation le plus élevé dans la région. La montée des prix à la consommation continuera et atteindra 34,5% en 2022.

Par ailleurs, le déficit budgétaire, incluant les dons, a été réduit à 2,6% en 2021 contre 2,8% en 2020. Des importations modérées, le financement d'IDE et les envois de fonds ont permis de baisser légèrement le déficit du compte courant à 4,4% du PIB en 2021.

L'Erythrée

Suite à divers chocs tels que les invasions de criquets pèlerins et la COVID-19, l'économie érythréenne avait subi une contraction de 0,6% en 2020 avant de reprendre avec une croissance de 2,9% en 2021. Le déficit budgétaire est passé à 4,0% du PIB en 2021 contre 4,4% en 2020 en raison de la reprise progressive des recettes publiques résultant du rebond économique. Cependant, le pays reste surendetté avec un ratio dette publique/PIB de 175,6% en 2021. Le compte courant enregistre un excédent qui s'est élargi à 13,5% du PIB avec l'augmentation de la demande mondiale et des prix des métaux qui représentent approximativement la moitié des exportations totales.

Le PIB devrait continuer à croître et atteindre 4,7% en 2022 du fait de l'augmentation des prix internationaux des métaux. Néanmoins, les variations des prix des matières premières représentent un risque majeur à la baisse, ce qui devrait inciter à la diversification des exportations. L'inflation devrait grimper à 6,2% en 2022 avant de redescendre à 3,5% en 2023.

La Somalie

L'économie somalienne a enregistré une croissance de 2% en 2021 après une contraction de 0,3% en 2020 grâce aux transferts de fonds et aux exportations de bétail. Toutefois, la reprise a été ralentie par des chocs multiples dont des inondations et les invasions des criquets pèlerins. En outre, le taux d'inflation a légèrement augmenté en 2021 et est estimé à 4,6% comparée au taux de 4,3% observé en 2020.

Le Yémen

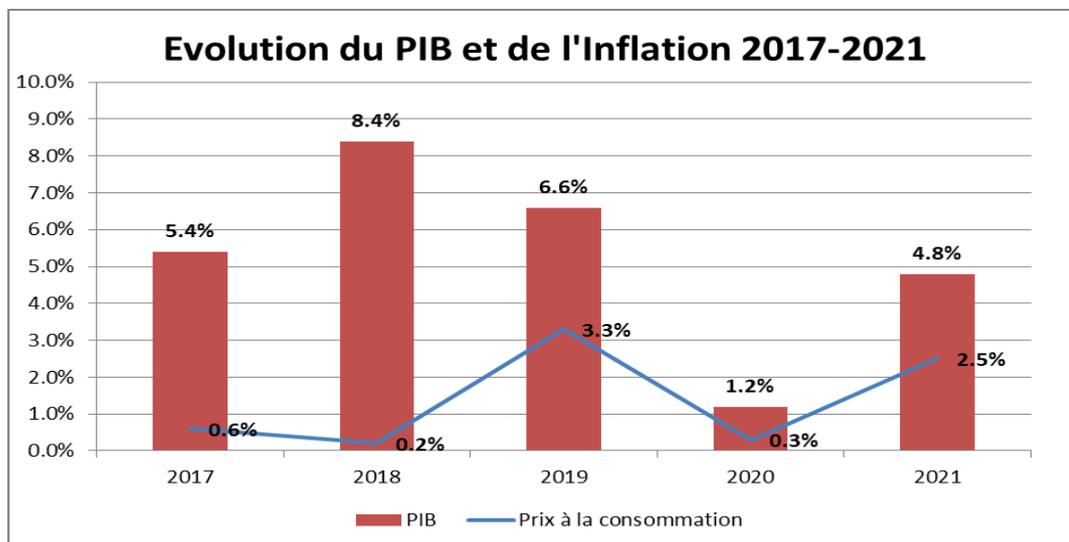
En raison de la guerre civile qui sévit depuis plusieurs années, la croissance du Yémen continue de se contracter en 2021 à hauteur de 2%, une contraction moindre par rapport à celle de 2020 qui s'élevait à 8,5%. Le conflit freine considérablement la croissance et amplifie les pénuries de denrées alimentaires et les hausses des prix des carburants. L'inflation ne cesse de croître et s'estime à 63,8% en 2021 avant de régresser à 59,7% en 2022.

CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

Après une année 2020 difficile, grandement impactée par la pandémie de la Covid-19, la forte reprise de l'économie nationale attendue en 2021 a été plus modeste que prévue. En effet, initialement projetée à hauteur de 7,1%, la croissance en 2021 a atteint 4,8% contre 1,2% en 2020. La hausse du coût de la logistique au niveau international et le conflit intérieur en Ethiopie ont été les principaux facteurs qui ont influé sur la croissance nationale, notamment celle générée par les secteurs de la logistique et du transport.

La croissance devrait ralentir à 3,6% en 2022, avant de reprendre une tendance haussière d'une moyenne de 7,2% entre 2023-2026. Cette croissance serait portée par les programmes d'investissements publics et privés qui seront engagés dans le cadre de la mise en œuvre du Second Plan National de Développement (Djibouti ICI).

Au niveau de l'inflation, l'Indice des Prix à la Consommation s'est inscrit en hausse de 2,5% (en glissement annuel) en 2021, contre 0,3% en 2020, essentiellement dû au renchérissement des prix des produits alimentaires qui ont augmenté de 3,5% sur la période.



Source : Autorités Djiboutiennes

Sur le plan des investissements, le taux d'investissement total, public et privé, s'est établi à 21,7% du PIB en 2021, contre 26,4% en 2020. Cette baisse proviendrait de la diminution de l'investissement privé qui a perdu 5 points de pourcentage entre 2020 et 2021, passant de 19,8% à 14,8%, alors que l'investissement public reste quasiment stable à hauteur de 7%, d'une année à l'autre.

Evolution de la production sectorielle, 2017-2021						
<i>En millions FDJ</i>						
Composantes	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
PRIMAIRE	5 578	6 414	7 239	8 071	8 993	11,4%
Agriculture	1 359	1 399	1 429	1 483	1 587	7,0%
Sylviculture	260	264	268	278	287	3,2%
Elevage	2 910	3 660	4 365	5 105	5 769	13,0%
Pêche	1 049	1 090	1 177	1 205	1 349	12,0%
SECONDAIRE	58 422	69 555	78 883	75 386	82 831	9,9%
Industries	13 993	15 833	18 026	21 395	24 373	13,9%
Bâtiment et travaux publics	21 598	29 736	34 598	27 236	29 960	10,0%
Extraction	1 741	2 397	2 789	2 195	2 415	10,0%
Electricité et eau	21 090	21 590	23 470	24 560	26 083	6,2%
TERTIAIRE	373 346	383 846	401 163	413 615	429 111	3,8%
Commerce	116 710	129 775	129 699	132 736	143 512	8,1%
Transports et communications	110 597	89 064	106 301	103 085	103 896	0,8%
Banques et assurances	16 079	17 480	18 531	19 706	21 105	7,1%
Autres Services marchands	38 363	54 285	55 760	56 727	59 683	5,2%
Autres Services non marchands	23 053	23 463	23 807	24 631	25 198	2,3%
Administrations publiques	68 544	69 780	67 066	76 231	75 716	-0,7%
Valeur ajoutée totale	437 346	459 815	487 285	497 072	520 934	4,8%
Taxes indirectes nettes	33 203	34 877	34 839	31 328	32 894	5,0%
PIB constant	470 549	494 693	522 124	528 400	553 829	4,8%

Source : Autorités Djiboutiennes

I- LE SECTEUR PRIMAIRE

En 2021, le secteur primaire a enregistré une forte croissance de 11,4%, soit sur la même tendance qu'en 2020. Dans ce secteur, l'élevage (5.769 millions FDJ) représente le segment le plus important, suivi respectivement de l'agriculture (1.587 millions FDJ), de la pêche (1.349 millions FDJ) et de la sylviculture (287 millions FDJ).

Avec une contribution à hauteur de 1,6% en 2021 contre 1,5% en 2020, la part du secteur primaire dans la formation du PIB demeure relativement faible, mais dispose cependant d'une grande marge de progression, eu égard des fortes potentialités de ce secteur.

1- 1 L'agriculture

Avec une superficie de terres arables estimée à seulement 10.000 hectares (ha), le climat est une contrainte majeure pour le développement de l'agriculture à Djibouti. En 2021, le secteur primaire a généré 8.993 millions FDJ de valeur ajoutée, dont 1.587 millions FDJ proviennent de l'agriculture, soit une contribution à hauteur de 17,6% à la valeur ajoutée du secteur. Le sous-secteur agricole a augmenté de 11,4% en 2021.

Désignation	Campagne agricole 2019/2020	Campagne agricole 2020/2021
Superficies cultivées (ha)	1.707	1.650
Nombre d'exploitations agricoles	2.196	2.015
<i>Production agricole (tonnes)</i>	10.688	9.317

Source : Direction de l'Agriculture

En 2021, la superficie cultivée et le nombre d'exploitations agricoles ont enregistré un repli, respectivement de 3,3% et de 8,2%.

La production agricole, impactée par la sécheresse qui sévit dans la sous-région a, de son côté, baissé de 12,8%, d'une année à l'autre.

1-2 L'ELEVAGE

Les activités liées à l'élevage jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire. La possession d'animaux permet de passer d'une situation d'assisté à celle d'acteur économique. Cet élevage aux multiples fonctions constitue le principal moyen de survie de la population rurale grâce à l'autoconsommation. Les conditions naturelles rudes, dont les sécheresses récurrentes, constituent le principal frein à son développement.

L'élevage occupe environ 150.000 personnes, notamment des éleveurs nomades, des agropastoraux, des commerçants de bétail, des bouchers, des activités et métiers connexes.

En 2021, ce sous-secteur demeurant le plus important du secteur primaire, avec une contribution à hauteur de 64,1%, a crû de 13% par rapport à 2020.

Entre 2020 et 2021, le nombre de bétail exporté est passé de 331.020 têtes à 311.734 têtes, soit une légère baisse de 5,8%, d'une année à l'autre.

Évolution du nombre de bétail exporté, 2012-2021				
Année	Bovins	Petits ruminants	Camelins	Total
2012	48.439	449.009	38.053	535.501
2013	45.830	461.464	10.878	518.172
2014	54.777	509.505	3.791	568.073
2015	55.470	350.147	37.444	443.061
2016	55.825	156.772	16.285	228.882
2017	14.040	595.396	40.909	650.345
2018	3.733	551.260	55.339	610.332
2019	4.915	666.139	80.410	751.064
2020	12.951	288.274	29.795	331.020
2021	9.219	282.875	19.640	311.734

Source : Direction de l'Élevage

En ce qui concerne l'année 2021, les têtes de bétail suivies et traitées au Centre de quarantaine ont enregistré une baisse de 10% passant de 172.176 têtes en 2020 à 155.006 têtes en 2021.

Évolution du cheptel suivi et traité 2012 – 2021	
Année	Effectif bétail
2012	139.577
2013	116.214
2014	120.686
2015	127.517
2016	107.694
2017	178.068
2018	180.308
2019	132.575
2020	172.176
2021	155.006

Source : Direction de l'Élevage

1-3 LA PECHE

Avec ses côtes longues de 372 kilomètres, Djibouti dispose d'importantes ressources halieutiques. Le secteur de la pêche constitue ainsi un levier efficace de production de richesses, mais aussi d'emplois générateurs de revenus. Toutefois, son potentiel est sous-exploité et le secteur contribue encore très faiblement à la formation du PIB.

En 2021, la pêche a permis de générer une valeur ajoutée de 1.349 millions FDJ sur les 8.993 millions FDJ produits par le secteur primaire, soit une contribution à hauteur de 15%.

En termes de quantité de poissons pêchés, avec une production de 3.089 tonnes en 2021, contre 2.323 tonnes pêchées en 2020, on note une forte progression de 33% de la production par rapport à la croissance de 2,3% observée l'année dernière.

La ville de Djibouti concentre près de 82% de la quantité de poissons pêchés avec 2.529 tonnes débarquées pour une valeur estimée à 1.106 millions FDJ. La ville d'Obock vient en tête des autres sites de débarquement avec 8% du volume total pêché, suivie de Loyada et Tadjourah contribuant à égalité à hauteur de 5% respectivement.

Grâce au logiciel Open Artfish, il a ainsi pu être identifié et déterminé les 37 espèces les plus pêchées dans les eaux Djiboutiennes. En 2021, le Thon mignon est l'espèce la plus pêchée dans les eaux Djiboutiennes avec une part s'élevant à 15,67%, suivie du Sauter Talang (8,89%) et de la Carangue Lentigine (6,94%). Le Thazard représente, quant à lui, 6,23% des espèces pêchées.

II-LE SECTEUR SECONDAIRE

2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE

La production d'électricité ayant atteint 654.062 MW en 2021, contre 627.111 MW en 2020, a enregistré une hausse de 4,3%, d'une année à l'autre. Cette progression reste supérieure à celle observée entre 2019 et 2020 qui était de l'ordre de 3,6%.

La consommation électrique a augmenté de 4,6% en 2021 par rapport à 2020, passant de 517.035 MW à 540.675 MW, le taux de rendement commercial est remonté de 82,4% à 83% sur cette même période. Quant au nombre d'abonnés, il est monté de 69.315 en 2020 à 73.204 en 2021, soit 3.889 foyers supplémentaires raccordés au réseau électrique. En 2021, le prix moyen de vente, s'établissant à 51 Francs Djibouti le Kwh, reste inchangé par rapport à son niveau de 2020.

Production et consommation d'électricité, 2017-2021						
	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Production en MW	566.859	580.856	605.150	627.111	654.062	4.3%
Consommation en MW	461.141	469.358	502.244	517.035	540.675	4.6%
Taux rendement commercial (%)	81,3	80,8	83	82,4	83	0,6%
Nombre d'abonnés	58.708	62.117	65.568	69.315	73.204	5,6%
Prix moyen vente (FDJ)	56	54	54	51	51	0%

Source : EDD

2-2 L'EAU

En 2021, la production d'eau a atteint 24 millions m³, soit une hausse de 3,8% par rapport aux 23 millions m³ produites en 2020. La consommation d'eau s'étant, pour sa part, montée à 16 millions m³ en 2021, contre 15 millions m³ en 2020, a augmenté de 6,9% d'une année à l'autre.

Dans le même temps, le nombre d'abonnés a connu une hausse de 7,1% après un repli de 4,6% en 2020.

Production et consommation d'eau, 2017-2021						
	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Production (milliers m³)	18.965	19.913	21.118	23.108	23.985	3,8%
Consommation (milliers m³)	13.155	13.742	15.598	14.999	16.038	6,9%
Pertes sur le réseau (%)	30,6	30,9	26	35	33,1	-1,9%
Nombre d'abonnés	41.201	45.825	51.216	48.846	52.324	7,1%

Source : ONEAD

III- LE SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur des services reste le principal moteur de la croissance de l'économie Djiboutienne, axé principalement sur le secteur des transports, notamment portuaires, le commerce, les télécommunications et les activités financières.

Le secteur tertiaire croît très légèrement (+3,8%) en 2021, contre 3,1% en 2020. Cette progression est portée par les activités du secteur du commerce (+8,1%), notamment le commerce de zone franche (+6,3%) et le commerce local (+15%). En revanche, les activités du transport baissent de 2% en lien avec le recul observé dans le transport hors zone franche (-3%), bien que le transport en zone franche ait connu une hausse de 6,3%.

3-1 LE TRAFIC PORTUAIRE

Le trafic global portuaire¹a atteint 15,2 millions de tonnes métriques en 2021, contre 14,3 millions en 2020, enregistrant ainsi une hausse d'activité de 6,4%, d'une année à l'autre.

Trafic total portuaire, 2017-2021						
	En tonnes métriques					
	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Marchandises	11.722.059	12.001.109	11.888.985	10.061.810	10.820.776	7,5%
Djibouti	1.725.921	2.087.604	1.708.825	2.205.017	1.379.781	-37,4%
Transit	8.287.079	8.374.924	8.754.608	7.149.387	9.062.978	26,8%
Transbordement	1.709.059	1.538.581	1.425.552	707.406	378.017	-46,5%
Hydrocarbures	4.213.636	4.197.757	4.432.172	4.199.672	4.372.283	4,1%
Total	15.935.695	16.198.866	16.324.485	14.271.161	15.193.059	6,4%

Source : PDSA

Le volume total des marchandises traité dans les différents Ports, s'étant établi à près de 10,8 millions de tonnes métriques en 2021, contre 10,1 millions de tonnes métriques l'année précédente, affiche une croissance annuelle de 7,5%. La baisse conjointe du trafic de marchandises djiboutien (-37,4%) et du transbordement (-46,5%), contraste avec une forte reprise de 26,8% des activités de transit. Les hydrocarbures ont, pour leur part, également enregistré une hausse de 4,1% en 2021.

¹ Il s'agit des données agrégées des ports en activité à Djibouti (PDSA, DMP, SGTD, HDTL et Port de Tadjourah).

3-1-1 Le trafic éthiopien

Avec un volume de 13,4 millions de tonnes métriques traitées en 2021, contre 10,8 millions en 2020, le transit éthiopien est en hausse de 24%.

Evolution du trafic éthiopien, 2017-2021						
<i>En tonnes métriques</i>						
	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Transit Import	7.054.194	7.208.281	7.545.692	6.488.821	8.567.461	32%
Transit Export	1.232.885	1.166.644	1.208.915	660.565	976.374	47,8%
Hydrocarbures	3.576.083	3.714.327	3.916.736	3.689.525	3.891.426	5,5%
Total	11.863.162	12.089.252	12.671.343	10.838.911	13.435.261	24%

Source : PDSA

Les importations de marchandises sèches destinées au marché éthiopien et les exportations éthiopiennes ont connu, respectivement, une croissance de 32% et de 47,8% entre 2020 et 2021. Le trafic des hydrocarbures a, dans le même temps, augmenté de 5,5%.

Part du trafic éthiopien en pourcentage du trafic global, 2017-2021						
	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Marchandises	70,7%	69,8%	73,6%	71,0%	88,2%	17,2%
Hydrocarbures	84,9%	88,5%	88,3%	87,6%	89%	1,4%
Total	74,4%	74,6%	77,6%	75,9%	88,4%	12,5%

Source : PDSA

La part du trafic éthiopien dans le trafic global portuaire est passée de 75,9% à 88,4%, entre 2020 et 2021.

3-1-2 Le trafic djiboutien

Le trafic total djiboutien ayant atteint 1,4 millions de tonnes métriques en 2021, contre 2,6 millions de tonnes métriques en 2020, a diminué de 47,4%, d'une année à l'autre. Ce résultat est lié à la forte baisse conjointe des marchandises importées (-56,4%), des importations d'hydrocarbures (-6,4%) et des exportations locales qui ont chuté de 33,6% en 2021.

Evolution du trafic djiboutien, 2017-2021						
<i>En tonnes métriques</i>						
	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Importations locales	1.546.622	1.925.287	1.475.698	2.050.793	893.143	-56,4%
Exportations locales	179.299	162.317	233.127	154.224	102.337	-33,6%
Hydrocarbures	518.692	370.693	401.499	410.727	384.301	-6,4%
Total	2.244.613	2.458.297	2.110.324	2.625.423	1.379.781	-47,4%

Source : PDSA

3-2 LE TRANSPORT AERIEN

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
PASSAGERS-Hors Transit	173.532	208.730	340.576	149.438	217.887	45,8%
PASSAGERS -Transit	35.271	17.011	5.064	3.118	6.445	106,7%
Total	208.803	225.741	345.640	152.556	224.332	47%

Source : Aéroport de Djibouti

Le trafic commercial de l'Aéroport International de Djibouti a, dans l'ensemble, enregistré une progression de 47% au terme de l'année 2021. Le nombre de passagers- hors transit est passé de 149.438 à 217.887 entre 2020 et 2021, soit une augmentation de 45,8% sur la période. Aussi, le nombre de passagers en transit a connu une forte croissance de 106,7%.

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Fret (tonnes)	4.431	5.669	8.417	5.222	4.837	-7,4%
La Poste (tonnes)	129	318	371	116	136	16,7%
Total	4.561	5.987	8.788	5.338	4.973	-6,8%

Source : Aéroport de Djibouti

Les services du Fret ont connu une évolution négative enregistrant une baisse de 7,4% entre 2020 et 2021. Cependant les services de la Poste ont connu une évolution positive avec une croissance de 16,7% sur la même période.

3-3 LE TRANSPORT ROUTIER

Mouvements du trafic routier, 2017-2021					
<i>En nombre de camions</i>					
Année	1^{er} trimestre	2^{ème} trimestre	3^{ème} trimestre	4^{ème} trimestre	Total annuel
2017	99 386	107 155	107 170	109 355	423 066
2018	97 095	95 332	102 317	92 313	387 057
2019	99 459	97 896	98 912	101 175	397 442
2020	106 096	92 904	92 715	96 526	388 241
2021	101 128	102 269	97 383	99 272	400 052

Source : Djibouti Ports Corridor Road (DPCR)

Le trafic routier sur le corridor international entre le Port de Djibouti et l’Ethiopie a affiché une hausse de 3% entre 2020 et 2021. Dans le même temps, les revenus générés par le trafic routier ont augmenté dans les mêmes proportions passant de 1,4 milliards FDJ à 1,44 milliards FDJ d’une année à l’autre.

DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

CHAPITRE –I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

En s'établissant à un total de 140 milliards FDJ à fin 2021, le budget de l'Etat a accusé une baisse de 2,4% par rapport à l'année 2020.

Malgré une augmentation importante des dépenses d'investissement de l'ordre de 13,4 % et des dépenses courantes (1,7%), le solde global s'est légèrement amélioré en passant de -2% en 2020 à -1,9% en 2021. Cette amélioration est attribuée à la baisse des dépenses exceptionnelles engagées dans le contexte de la covid-19, conjugué à une plus grande mobilisation des recettes intérieures qui a enregistré une hausse de 4,3%.

Tableau des opérations budgétaires de l'État 2018-2021					
<i>En millions FDJ</i>					
Rubriques	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Recettes et Dons	123 930	128 931	131 056	127 608	-2,6%
Recettes intérieures	106 311	109 283	112 092	116 877	4,3%
Dons officiels	17 619	19 648	18 964	10 731	-43,4
Dépenses					
Dépenses	134 200	133 968	144 139	140 671	-2,4%
Dépenses courantes	91 841	91 934	89 628	91 154	1,7%
Investissements	42 359	42 034	40 157	45 517	13,3%
Dépenses exceptionnelles Covid-19	-	-	14 354	4 000	-72,1%
Solde global (base ordonnancements, dons inclus)	-10 270	-5 037	-13 082	-13 063	+0,1%
Solde global (en % du PIB)	-2,5%	-0,9%	-2,0%	-1,9%	+0,1%
Variations des arriérés (signe moins en positif)	1 993	2 871	686	2 120	209%
Solde global, (base caisse)	-8 277	-2 166	-12 397	-10 943	-11,7
Solde global base caisse (en % du PIB)	-2%	-0,4%	-2,1%	-1,6%	-0,5%
Financement					
Financement	9 147	3 326	12 589	10 943	-13,1%
Intérieur	511	-4 947	-2 549	1 207	- 147,4%
Extérieur	8 636	8 273	15 138	9 736	-35,7%
Déficit Résiduel	870	1 160	193	0	-100%

Source : Ministère du Budget

I - LES RECETTES ET DONS

En 2021, les ressources totales ont été mobilisées à hauteur de 127,6 milliards FDJ contre 131,1 milliards réalisés en 2020, accusant ainsi une baisse de 2,6% d'une année à l'autre.

Cette baisse des ressources publiques totales, malgré une mobilisation plus accrue des recettes intérieures par rapport à l'année précédente est imputable à une baisse significative des dons qui ont régressé de 43,4% sur une année.

1-1 LES RECETTES INTERIEURES

Avec un total de 116,9 milliards FDJ à fin 2021 contre 112,1 milliards FDJ collectées en 2020, les recettes intérieures ont réalisé une hausse de 4,3 % sur une année. De même, elles ont dépassé les objectifs visés qui tablaient sur un montant de 111,8 milliards FDJ dans la Loi de Finance Rectificative (LFR).

1-1-1 Les recettes fiscales

S'étant établies à 69,3 milliards FDJ au terme de 2021, contre 65,8 milliards FDJ une année auparavant, les recettes fiscales ont augmenté de 5,3% sur la période, ce qui représente un taux de réalisation de 96% par rapport aux 72,1 milliards FDJ programmés dans la LFR 2021, alors que ce taux s'élevait à 101% l'année précédente.

Les impôts directs, ont connu une hausse de 2,8 % par rapport à l'année précédente avec une réalisation s'élevant à 29,4 milliards FDJ en 2021 par rapport à 28,6 milliards FDJ une année avant. Les impôts indirects ont, pour leur part, enregistré une hausse de 7,3%, passant de 34,6 milliards FDJ à 37,1 milliards FDJ, entre 2020 et 2021. Cependant, les impôts directs et indirects demeurent tous en deçà des objectifs visés dans la LFR 2021.

Les autres recettes fiscales, atteignant 2,8 milliards FDJ en 2021, contre 2,6 milliards FDJ en 2020, se sont accrues de 8% sur la période, tout en restant inférieures aux prévisions, avec un manque à gagner de 741 millions FDJ.

Au terme de l'exercice 2021, les recettes fiscales mobilisées ont représenté 59% des recettes intérieures, soit une réalisation similaire que celle de 2020 où ces recettes représentaient exactement 59% des ressources intérieures.

1-1-2 Les recettes non fiscales

A fin 2021, les recettes non fiscales ont crû de 3% par rapport à la réalisation de 46,2 milliards FDJ de 2020, pour s'établir à un montant de 47,5 milliards FDJ. Les ressources d'origine non fiscales mobilisées en 2021 ont, en outre, dépassé de près de 8 milliards FDJ le montant projeté dans le cadre de la LFR 2021.

L'année 2021 s'est clôturée par une collecte des recettes domaniales moins importante (11 milliards FDJ) par rapport à 2020 où elles se sont établies à 15 milliards FDJ, soit une baisse de 26%. Elles sont néanmoins en dépassement par rapport au montant prévu dans LFR 2021 avec un taux de réalisation de 125%. Les autres recettes non fiscales, telles que les redevances sur les produits pétroliers et miniers, ainsi que les produits divers, ont été collecté à hauteur de 15,5 milliards FDJ, se traduisant par une augmentation de 58% par rapport à l'année 2020.

Les loyers perçus au titre des bases militaires étrangères, s'étant établi à 20,9 milliards FDJ en 2021, contre 21,5 milliards FDJ en 2020, ont enregistré une baisse légère de 2,9% et affichent un taux de réalisation de 94% des montants attendus dans la LFR 2021.

1-2 LES DONNS

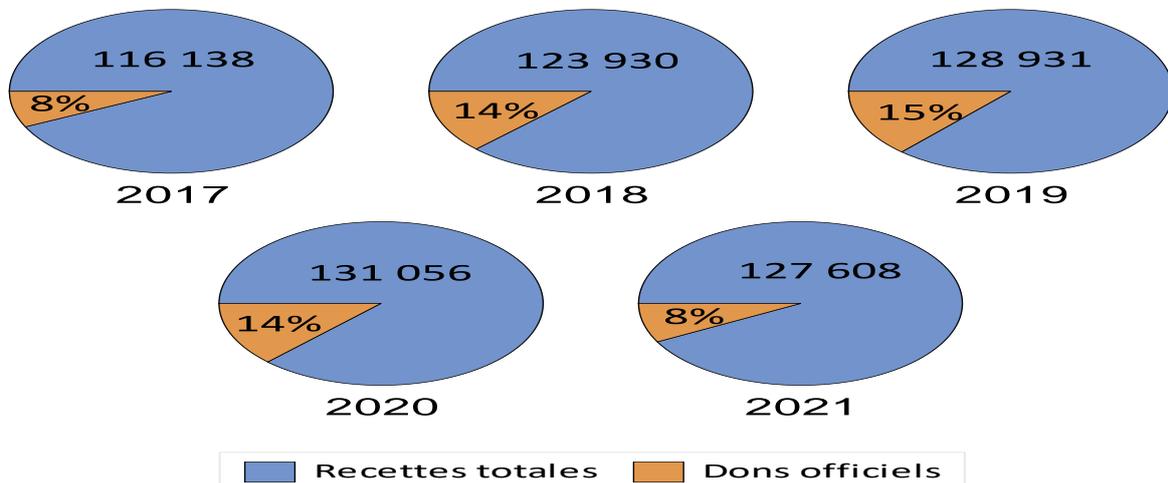
Au terme de l'année 2021, les dons officiels reçus par la république de Djibouti se sont établis à 10,7 milliards FDJ, tandis qu'en 2020, ils ont été mobilisés à hauteur de 18,9 milliards. C'est une baisse de 43% sur une année pour un taux de réalisation de 60% par rapport au montant (17,8 milliards FDJ) escompté dans la LFR 2021.

Ces fonds ont enregistré une baisse continue sur ces trois dernières années, accusant en moyenne annuelle une baisse de -26% depuis 2019.

Les dons affectés aux investissements publics s'élèvent à 5,3 milliards FDJ par rapport à 7,6 milliards FDJ de 2020, enregistrant une baisse de 29%. Cependant, en 2021, les objectifs des dons à mobiliser au profit des programmes sociaux qui ont été prévus à hauteur de 664 millions FDJ n'ont pas été atteints.

Les dons non-affectés aux projets ont, pour leur part, baissé de façon significative (-53%), passant de 11,4 milliards FDJ en 2020 à 5,4 milliards FDJ en 2021.

Évolution des recettes totales et la part des dons en millions FDJ, 2017-2021



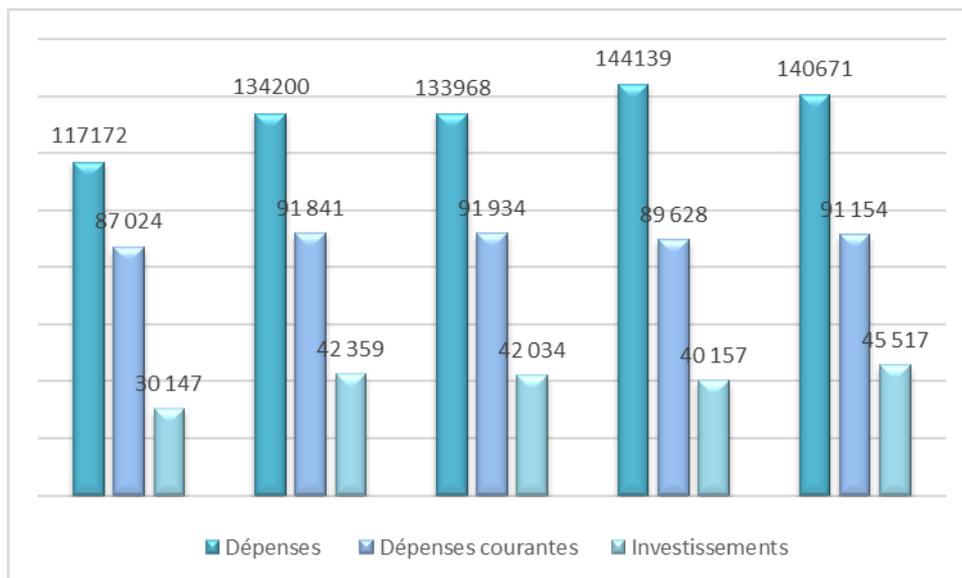
Source : Ministère du Budget

II - LES DEPENSES TOTALES

Au terme de l'exercice 2021, les dépenses de l'État ont été arrêtées à 140,6 milliards FDJ, contre 144,1 milliards FDJ à fin 2020, soit une baisse de -2,4%. Malgré cette contraction d'une année à l'autre, ces dépenses sont néanmoins en dépassement du montant programmé (137,6 milliards FDJ) dans la LFR 2021.

Cette baisse sur une année est due essentiellement à une baisse des dépenses exceptionnelles (-72%) qui ont été engagées dans le cadre de riposte au covid-19 en 2020.

Evolution des dépenses 2017-2021, en millions FDJ



Source : Ministère du Budget

2-1 LES DEPENSES COURANTES

Les dépenses courantes, passées de 89,6 milliards FDJ à 91,1 milliards FDJ, entre 2020 et 2021, ont augmenté de 1,7 % sur la période sous revue, se traduisant par un taux de réalisation de 102% par rapport aux dépenses prévues (89,6 milliards FDJ) dans la LFR 2021.

Les dépenses au titre des salaires enregistrent une hausse annuelle de 5% en passant de 35,8 milliards FDJ réalisés en 2020 à 37,4 milliards FDJ au terme de l'année 2021, atteignant l'objectif de 37,4 milliards FDJ ciblés dans la LFR 2021.

Les dépenses de matériels, établies à 32,2 milliards FDJ à fin 2021 contre 30,3 milliards FDJ en 2020, se sont accrues de 6,3% et, ont dépassé de 2,5 milliards FDJ le montant alloué pour ce chapitre (27,8 milliards FDJ) par la LFR 2021.

Les dépenses d'entretien, ont connu, quant à elles, une augmentation de 2% en 2021 par rapport à 2020 en passant de 1,20 milliards FDJ à 1,22 milliards FDJ. Le poste des transferts atteignant, quant à lui, 19,4 milliards FDJ en 2021, contre 18,8 milliards FDJ en 2020, a affiché un accroissement annuel de 3%, demeurant en deçà du montant (19,4 milliards FDJ) budgétisé pour cette rubrique dans la LFR 2021.

2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

Les dépenses d'investissements, avec un total de 45,5 milliards FDJ en 2021, contre 40,1 milliards FDJ à fin 2020, ont augmenté de 13%, d'une année à l'autre. Les objectifs d'investissements visés par la LFR 2021 (soit un montant de l'ordre de 43,9 milliards FDJ) ont été largement dépassés.

Cette augmentation sur une année est attribuable essentiellement à la bonne tenue des investissements sur financement intérieur (+25,3%), qui sont passés de 22,5 milliards FDJ à 28,2 milliards FDJ, entre 2020 et 2021, tout en dépassant les objectifs fixés par la LFR 2021 qui prévoyait le montant des investissements sur financement intérieur à près de 19,9 milliards FDJ.

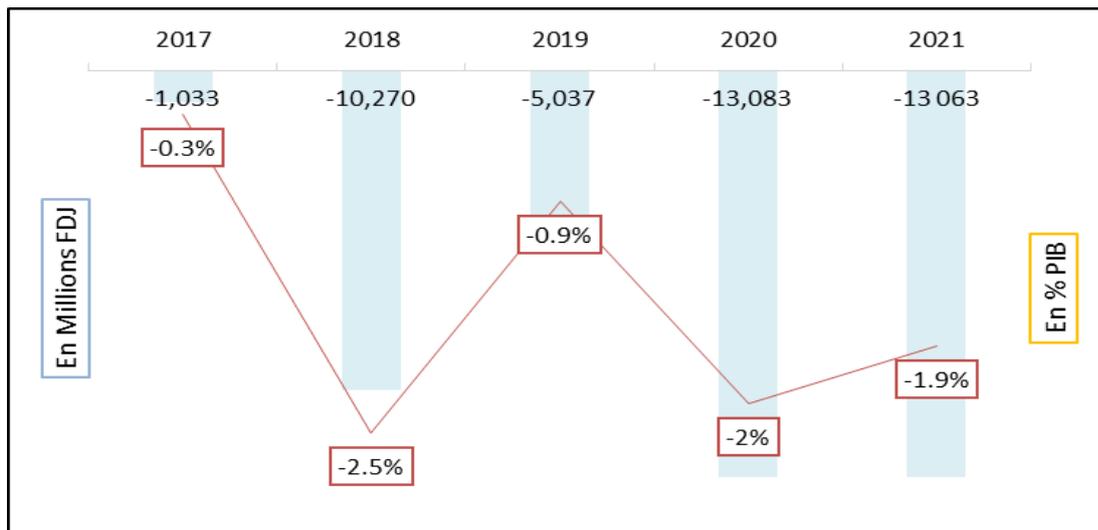
Les dépenses d'investissements sur financement extérieur sont passées de 17,6 à 17,3 milliards FDJ entre 2020 et 2021. Parmi ces dépenses, les investissements financés sous

forme de dons ont baissé de 29% tandis que ceux financés sous forme de prêts extérieurs enregistrent une hausse de 18,2 % en douze mois.

III- LE SOLDE BUDGETAIRE

L'exercice budgétaire 2021 s'est clôturé avec un déficit public atteignant 1,9% du PIB sur base ordonnancement, ce déficit se situait à 2% du PIB en 2020. Sur base caisse, le déficit est réduit à 1,6% en 2021, contre 2,1 % du PIB en 2020.

Figure 1: Évolution du déficit global base ordonnancement, 2017-2021



Source : Ministère du Budget

CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

I - LA MONNAIE

S'étant établi à 478.420 millions FDJ au terme de l'année 2021, contre 454.410 millions FDJ en 2020, la masse monétaire M3 a augmenté de 5,3% d'une année à l'autre.

La hausse des dépôts à vue (156.566 millions FDJ, contre 147.585 millions FDJ) et des dépôts à terme libellés en monnaie nationale (39.772 millions FDJ, contre 37.065 millions FDJ), ainsi que la progression significative des ressources en monnaies étrangères (220.608 millions FDJ, contre 209.471 millions FDJ) sont les principaux facteurs expliquant la progression de l'agrégat M3 entre 2020 et 2021.

1-1 LA MASSE MONETAIRE

Evolution de la masse monétaire, 2017-2021						
En millions FDJ						
Composantes	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Monnaie fiduciaire	35.542	36.626	37.667	43.389	44.078	1,6%
Dépôts à vue	116.270	132.860	139.044	147.585	156.566	6,1%
Agrégat M1	151.812	169.486	176.711	190.974	200.644	5,1%
Dépôts sur livrets	12.919	14.762	17.185	16.900	17.396	3%
Agrégats M2	164.731	184.248	193.896	207.874	218.040	4,9%
Dépôts à terme	33.975	34.060	39.414	37.065	39.772	7,3%
Dépôts en devises	171.858	131.571	147.290	209.471	220.608	5,3%
M3 ou masse monétaire	370.564	349.879	380.600	454.410	478.420	5,3%

Source : BCD

1-1-1 L'agrégat M1

L'agrégat M1, constitué de la monnaie fiduciaire et des dépôts à vue en monnaie nationale, s'est accru de 5% en liaison avec l'augmentation respective de l'émission fiduciaire (44.078 millions FDJ, contre 43.389 millions FDJ en 2020) et des dépôts à vue des résidents en monnaie locale (156.566 millions FDJ, contre 147.585 millions FDJ).

Cependant, son poids dans le stock de monnaie en circulation n'a pas évolué et est resté stable à 42%, d'une année à l'autre.

1-1-2 L'agrégat M2

Concernant l'agrégat M2, la reprise de la croissance de l'agrégat a concerné l'augmentation des dépôts sur livrets qui passent de 16.900 millions FDJ en 2020 à 17.396 millions FDJ en 2021.

1-1-3 L'agrégat M3

La masse monétaire au sens large s'est établie à 478.420 millions FDJ à fin 2021, contre 454.410 millions FDJ un an auparavant.

L'augmentation de l'offre monétaire sur la période sous revue s'explique par l'accroissement conjoint des ressources libellées en Dollars des Etats-Unis et en Francs Djibouti.

Cette accumulation des ressources qui concernent à la fois les ressources libellées en Dollars US et en Francs Djibouti, est orientée vers les dépôts collectées par les entreprises publiques et privées qui se sont respectivement accrus en volume de 13.344 millions FDJ et de 22.515 millions FDJ sur la période.

En termes de structure, la part des dépôts libellés en devises dans l'agrégat M3 a enregistré une hausse de 5,3% tandis que celle des dépôts à terme en monnaie nationale s'est accru de 7,3% par rapport à l'exercice précédent.

Selon les prévisions, la masse monétaire gardera sur les quatre prochaines années (2022-2025) un taux de croissance annuel moyen de 10%.

1-1-4 La vitesse de circulation de la monnaie (VCM)

La vitesse de circulation de la monnaie, définie comme étant le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire, est un indicateur qui permet de mesurer le risque d'inflation par la monnaie. Il s'est établi à 1,29 au terme de l'année 2021. On peut observer que la vitesse de circulation de la monnaie s'est accélérée suite à la révision du PIB nominal.

Année	2017	2018	2019	2020	2021
PIB en millions FDJ	403,8	521,3	568,1	576,7	619,9
Masse monétaire M3 en millions FDJ	370,5	349,8	380,6	454,3	478,4
Vitesse de la circulation monétaire	1,09	1,54	1,56	1,26	1,29

Source : BCD

1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

L'expansion de la masse monétaire au sens large en 2021 trouve essentiellement son origine dans la croissance des crédits intérieurs qui passent de 157.653 millions FDJ en 2020 à 180.844 millions FDJ en 2021. En revanche, les avoirs extérieurs nets et les autres postes nets sont restés quasiment stables, d'une période à l'autre.

En termes de structure, les principales composantes des contreparties de la masse monétaire (qui sont les avoirs extérieurs nets et les crédits intérieurs) ont connu un recul respectif de 3,8% et de 3% dans le total de la masse monétaire. Observant la même tendance, la part des ressources non monétaires dans le total de la masse monétaire a connu une baisse de 0,7% entre décembre 2020 et décembre 2021.

Malgré une baisse des réserves officielles de 15%, les avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires ont représenté 4,9 mois d'importation de biens et services hors zone franche.

Évolution des contreparties de la masse monétaire, 2017-2021						
<i>En millions FDJ</i>						
Composantes	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
A. Avoirs extérieurs nets	297.956	273.800	275.834	348.246	348.417	0,05%
B. Crédits intérieurs	122.487	130.800	147.052	157.653	180.844	14,7%
Créances nettes sur l'État	8.994	3.572	7.016	8.641	19.263	122,9%
Créances sur les entreprises publiques	9.541	15.215	17.337	30.811	49.487	60,6%
Crédits au secteur privé	103.952	112.013	122.699	118.201	112.134	-5,1%
Total A+B	420.443	404.600	422.886	505.899	529.261	4,6%
Solde des éléments non monétaires	-49.879	-54.722	-42.286	-51.541	-50.841	-1,4%
Total des contreparties de la masse monétaire	370.564	349.878	380.600	454.358	478.420	5,3%

Source : BCD

1-2-1 Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont conservé un niveau relativement stable entre 2020 et 2021. En termes de répartition, les avoirs extérieurs nets sont détenus à hauteur de 27% par les autorités monétaires et le reliquat est détenu par les banques commerciales. Aussi, la part relative des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire a continué à se rétrécir de 3,8%, d'une année à l'autre.

Avoirs et engagements extérieurs nets du système bancaire, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Avoirs ext. bruts des autorités monétaires	87.608	119.944	102.617	-14,5%
Engagements extérieurs des autorités mon.	-2.655	-10.227	-8.753	-14,5%
Avoirs extérieurs nets des autorités mon.	84.953	109.717	93.864	-14,5%
Avoirs extérieurs bruts des banques	250.343	309.648	360.340	16,4%
Engagements extérieurs des banques	-59.462	-71.118	-105.787	48,8%
Avoirs extérieurs nets des banques	190.881	238.530	254.553	6,71%
Total des avoires extérieurs nets	275.834	348.247	348.417	0,05%

Source : BCD

1-2-1-1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES AUTORITES MONETAIRES

En 2021, les avoires extérieurs nets des Autorités monétaires ont diminué de 14,5% en glissement annuel alors qu'ils s'étaient améliorés de 29% en 2020 en raison des appuis budgétaires reçus des institutions internationales dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la covid-19.

Cependant, le taux de couverture en devises de l'émission fiduciaire s'est établi à 106% à la fin de l'année 2021, contre 105% une année auparavant.

	2019	2020	2021	Var 2021/20
Taux de couverture de la circulation fiduciaire	107%	105%	106%	1%

Source : BCD

En octobre 2021, les autorités monétaires ont bénéficié d'une allocation DTS à hauteur de 43 millions USD dans le cadre de l'appui budgétaire pour lutter contre la pandémie de covid-19.

Avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Dépôts à vue à l'étranger	85.296	116.416	99.076	-14,9%
Comptes FMI	1.430	1.721	1848	7,4%
Total	86.726	118.137	100.924	-14,6%

Source : BCD

Par conséquent, les réserves internationales nettes (RIN) constituées essentiellement des dépôts à vue libellés en Dollars US ont atteint 11.781 millions FDJ en 2021, contre 5.812 millions FDJ l'année précédente, soit une amélioration significative de 103% d'une année à l'autre.

	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Réserves Internationales Nettes (en millions FDJ)	5.626	5.812	11.781	102,7%

Source : BCD

Les engagements extérieurs des autorités monétaires qui sont principalement les recours aux crédits FMI se sont établis à 10.227 millions FDJ en 2021, contre 8.753 millions FDJ en 2020, soit un remboursement en volume de 1.474 millions FDJ, d'une année à l'autre.

1-2-1-2 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES BANQUES

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont augmenté de 6,7% à fin 2021, après avoir enregistré une croissance exceptionnelle de 25% en 2020.

La forte croissance des avoirs extérieurs bruts des banques commerciales (360.340 millions FDJ, contre 309.648 millions FDJ en 2020) a été amortie par la progression des engagements extérieurs des banques de la place qui sont passés de 71.118 millions FDJ en décembre 2020 à 105.787 millions FDJ en décembre 2021. Les engagements extérieurs des banques commerciales sont composés des transferts reçus des banques étrangères, des ressources à terme ou à vue des clients non-résidents ainsi que l'émission de titres obligataires.

Engagements extérieurs des banques commerciales, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Correspondants passif	30.222	20.532	91.189	344%
Dépôts à vue des non-résidents	24.533	6.608	6.946	5,2%
Dépôts à terme des non-résidents	3.744	1.778	1.590	-10,6%
Emprunts & Titres participatifs	500	2.108	1.858	-11,8%
Divers passif	462	40.092	4.203	-90%
Total	59.461	71.118	105.787	48,7%

Source : BCD

1-2-2 Les crédits intérieurs

Le crédit intérieur s'est établi à 180.884 millions FDJ en 2021, contre 157.653 millions FDJ en 2020, soit une progression de 14,7%. La croissance des crédits intérieurs sur la période sous revue est en lien avec la hausse des créances allouées aux entreprises publiques (49.487 millions FDJ, contre 30.811 millions FDJ) et à l'Etat (19.263 millions FDJ, contre 8.641 millions FDJ). Par contre, les créances allouées au secteur privé ont poursuivi leur tendance à la baisse se chiffrant à 112.134 millions FDJ contre 118.201 millions FDJ en 2020, après avoir atteint 122.699 millions FDJ en 2019.

1-2-2-1 LES CREDITS A L'ECONOMIE

En glissement annuel, les créances sur l'économie ont augmenté de 10%, en progression de 140.036 à 149.013 millions FDJ, en rapport avec l'accroissement des crédits accordés au secteur public, qui passent de 30.811 millions FDJ en 2020 à 49.487 millions FDJ en 2021. En revanche, les créances allouées au secteur privé ont connu une contreperformance annuelle de 3,7% en lien avec le ralentissement de l'économie nationale due à la propagation de la pandémie du Coronavirus.

La ventilation selon le type de crédit a montré que les crédits à l'économie ont été dominés par les crédits à long terme qui se sont chiffrés à 123.881 millions FDJ, contre 58.810 millions FDJ un an auparavant, soit 106% du total des crédits à la clientèle. S'agissant des prêts bancaires à court et à moyen terme, ils ont atteint 62.878 millions FDJ et 43.561 millions FDJ courant 2021, portant leur part respectif à 27% et à 19% dans le crédit bancaire.

1-2-2-2 LES CREANCES NETTES SUR L'ETAT – POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT (PNG)

L'endettement net de l'Etat a progressé de 121%, contre 23% en 2020, s'établissant à 19.076 millions FDJ, contre 8.641 millions FDJ l'exercice précédent. Outre le crédit FMI de 7.500 millions FDJ bénéficié par l'Etat en 2020, la Banque Centrale a également rétrocédé 43 millions USD suite à la vente des allocations des Droits de tirages spéciaux en octobre 2021.

Créances nettes sur l'Etat, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var 2021/20
Créances des autorités monétaires	2.557	10.173	16.320	60,4%
Dépôts de l'Etat à la BCD	-1.150	-6.952	-685	-90,1%
Créances nettes des autorités monétaires	1.407	3.221	15.635	385,4%
Créances des banques	6.024	5.821	4.861	-16,5%
Dépôts de l'Etat auprès des banques	-415	-401	-710	77%
Créances nettes des banques	5.609	5.420	4.151	-23,4%
Dépôts à vue auprès du Trésor	0	0	0	0
Total des créances de l'Etat	8.581	15.994	20.471	28%
Total des dépôts de l'Etat	-1.565	-7.353	-1395	-81%
Traites des douanes	0	0	0	0
Position nette de l'Etat	7.016	8.641	19.076	120,8%

Source : BCD

Par contre, les créances nettes de l'Etat envers les banques commerciales ont baissé de 23%, s'établissant à 4.151 millions FDJ en 2021, contre 5.420 millions FDJ un an auparavant.

II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

L'activité du secteur bancaire s'est accrue de 5,6% en 2021. Le total bilan s'est établi à 613.912 millions FDJ, contre 549.691 millions FDJ l'exercice précédent. Cette croissance profite essentiellement aux crédits à la clientèle (+54,2%).

2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-2-1 Les emplois

Au terme du mois de décembre 2021, les emplois des établissements de crédits ont augmenté suite, principalement à la hausse des crédits à la clientèle (+54%) et du poste « immobilisation » (+14%). Les immobilisations corporelles (construction ou rénovation des sièges sociaux, matériels et mobiliers) ainsi que l'ouverture de nouvelles agences dans la capitale et dans les régions de l'intérieur constituent les facteurs explicatifs de l'évolution des immobilisations corporelles.

Les encours de crédits alloués par le système bancaire ont affiché une hausse significative de 54% en 2021, contre 18% en 2020. Courant 2021, une banque de la place a accordé un crédit d'équipement à long terme permettant de passer de 149.340 millions FDJ en 2020 à 230.320 millions FDJ en 2021.

Après avoir enregistré une croissance significative de plus de 46.005 millions FDJ entre décembre 2019 et décembre 2020, les placements des banques à l'étranger ont connu un recul de l'ordre de 5% au terme de l'année 2021. En termes structurel, les opérations interbancaires

ont constitué 42% du total actif, soit 8% de moins par rapport à son niveau de l'année dernière.

La rubrique « Divers » regroupant les opérations de caisse et les titres et prêts participatifs a noté une reprise de 14% sur l'année 2021.

Emplois des banques en activité, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Opérations interbancaires	229.092	275.097	261.471	-4,9%
Créances sur le Trésor & BCD	42.242	61.864	49.698	-19,7%
Crédits à la clientèle	126.101	149.340	230.320	54,2%
Immobilisations	13.838	17.263	19.664	13,9%
Divers	47.124	46.127	52.758	14,3%
Total	458.397	549.691	613.912	11,7%

Source : BCD

2-2-2 Les ressources

Les dépôts de la clientèle, principales ressources du secteur bancaire, se sont accrus de 23.972 millions FDJ, passant de 418.905 millions FDJ en 2020 à 442.877 millions FDJ en 2021.

Ressources des banques en activité, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. en % 2021/20
Dépôts du Trésor	1.988	1.981	2.290	15,6%
Opérations interbancaires	29.061	21.722	94.651	335,8%
Dépôts de la clientèle	371.212	418.905	442.877	5,7%
Fonds propres	40.784	47.465	51.306	8%
Divers	15.352	59.618	22.789	-62%
Total	458.397	549.691	613.912	11,7%

Source : BCD

Après avoir augmenté de 3.841 millions FDJ, les banques commerciales ont continué à renforcer le niveau de leurs fonds propres entre décembre 2020 et décembre 2021, en raison de la non-distribution des dividendes imposée par la Banque Centrale.

Les dépôts du Trésor et ceux des banques correspondantes étrangères ont, respectivement, noté une hausse de 15,6% et de 336%, au terme de l'année 2021.

Le Poste « Divers », constitué principalement par des engagements divers, a accusé un repli de 62% à fin 2021, suite au remboursement de titre obligataire à hauteur de 35.544 millions FDJ émis par une banque de la place en 2020.

Le ratio fonds propres/Total des Dépôts a conservé un niveau relativement stable à 11,5% entre décembre 2020 et décembre 2021.

2-2-3 Les dépôts selon la nature

La ventilation des dépôts des banques selon la nature a montré une amélioration de l'ensemble des types de dépôts, mais selon des proportions différentes :

Les ressources à vue ont progressé de 2,4% (311.553 millions FDJ en 2021, contre 304.352 millions FDJ l'exercice précédent) et ont constitué 70,3% du total des dépôts de la clientèle sur la période sous revue.

Sur la même période, les dépôts sur livrets et les comptes à terme ont connu respectivement un accroissement de 1,5% et de 24,4%.

Dépôts auprès des banques selon la nature, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Comptes à vue	254.636	304.352	311.553	2,4%
Comptes sur livrets	41.044	43.900	44.582	1,5%
Compte à terme	70.734	66.448	82.676	24,4%
Bons de caisse	4.798	4.205	4.065	-3,3%
Total	371.212	418.905	442.876	5,7%

Source : BCD

Par contre, les bons de caisse, titres anonymes, ont poursuivi leur tendance baissière en s'établissant à 4.065 millions FDJ en 2021, contre 4.205 millions FDJ un an auparavant.

2-2-4 Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants

La répartition des ressources collectées par catégorie de déposants a montré que les dépôts des sociétés privées et entrepreneurs individuels et ceux des entreprises publics se sont respectivement accrus de 14% et de 24% entre 2020 et 2021. En termes de structure, les entreprises publiques et les entreprises privées ont gagné respectivement 2,23% et 3% du total des ressources collectées sur la période.

Cependant, les ressources collectées auprès des particuliers ont enregistré un amoindrissement en volume de 3.480 millions FDJ sur la même période.

Dans la même tendance, la rubrique « divers », composée notamment des dépôts des organisations non gouvernementales, des associations et ceux des ambassades, a également enregistré en 2021 une baisse de 18%, soit 8.408 millions FDJ en volume.

Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Entreprises et Ets publics	47.820	55.684	69.028	23,9%
Sociétés et entreprises individuelles	171.875	161.964	184.479	13,9%
Particuliers	112.537	154.130	150.650	-2,2%
Divers	38.980	47.127	38.719	-17,8%
Total	2019	418905	442.876	5,7%

Source : BCD

L'évolution des dépôts collectés par les établissements de crédit selon les devises indique une prédominance des ressources libellées en monnaie nationale qui se sont établies à 214.717 millions FDJ en 2021, contre 202.110 millions FDJ en 2020, soit une augmentation de l'ordre de 6,2%. Il est opportun de constater que la part des dépôts en monnaie nationale par rapport au total des dépôts collectés est restée sur la même tendance en termes de croissance (48%).

Les ressources libellées en dollars US ont suivi la même tendance haussière, s'établissant à 202.593 millions FDJ en 2021, contre 192.373 millions FDJ en 2020, soit une augmentation de 5,3%. Cela témoigne de la préférence des opérateurs économiques, notamment les commerçants, pour cette devise.

Concernant les dépôts libellés en autres devises, ils ont enregistré une hausse de 5%, se situant à 25.566 millions FDJ en 2021, contre 24.423 millions FDJ en 2020.

Dépôts auprès des banques selon les devises, 2019-2021				<i>En millions FDJ</i>
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Francs Djibouti	197.504	202.110	214.717	6,2%
Dollars US	151.850	192.373	202.593	5,3%
Autres devises	21.858	24.423	25.566	4,7%
Total	371.212	418.905	442.876	5,7%

Source : BCD

2-2-5 L'évolution de la rémunération des dépôts

La rémunération offerte par les banques commerciales post Covid-19 a continué de baisser, à la fois pour les particuliers (0,68% en 2021, contre 0,71% en 2020) que pour les entreprises (0,69% en 2021, contre 0,95% en 2020). Dans l'ensemble, le taux créditeur moyen a baissé à fin décembre 2021, s'établissant à 0,68%, contre 0,82% une année auparavant.

Cette diminution a concerné les taux d'intérêts créditeurs sur les dépôts à terme et, dans une moindre mesure, les dépôts sur livrets. Pour les particuliers, la rémunération des ressources sur livrets est restée inchangée à 0,77% sur les douze derniers mois. En revanche, les taux créditeurs sur les comptes à terme proposés aux particuliers sont passés de 0,78% à 0,65%, d'une année à l'autre.

La rémunération proposée par les établissements de crédit aux entreprises a également varié sur la période étudiée. En effet, les coûts des ressources sur les comptes à terme et sur les livrets sont respectivement passés de (1,03% à 0,65%) et de (1,5% à 0,9%) entre 2020 et 2021.

III – LES CONCOURS BANCAIRES

L'encours global des crédits à la clientèle, passant de 149.340 millions FDJ en 2020 à 230.320 millions FDJ en 2021, s'est accru de 54,2%, d'une année à l'autre. Bien que les taux de croissance des crédits court (12% contre 7,5%) et à moyen termes (27% contre 0,9%) ont augmenté avec des taux plus élevés qu'en 2020, la croissance significative des crédits à long terme (110% contre 48%) explique principalement la hausse des concours bancaires sur la période sous revue. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie a représenté 37,1%, contre 25,8% en 2020.

Courant 2021, une banque de la place a accordé un crédit d'équipement à long terme de 65.000 millions FDJ permettant de passer l'encours total des crédits alloués par les banques de 149.340 millions FDJ en 2020 à 230.320 millions FDJ en 2021.

Le crédit d'engagement s'est chiffré à 59.095 millions FDJ en 2021, en augmentation de 80% par rapport à la situation de 2020. Cependant, la part de ce crédit dans le total des concours à l'économie s'est dégradée de 2%, s'établissant à 16% en 2021, contre 18% une année plutôt.

La qualité du portefeuille crédits s'est améliorée d'une année à l'autre. Le taux de détérioration du portefeuille s'est fixé à 5% en 2021 contre 13,2% l'exercice précédent, en

liaison d'une part, avec la croissance du volume de crédits alloués et, d'autre part, avec la radiation des créances compromises qui dataient de cinq ans dans le bilan des établissements de crédit. Parallèlement, le taux de provisionnement des créances non performantes a baissé de 13%, passant de 84% à 71% sur la période.

3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

La structure du crédit suivant la maturité s'est substantiellement dégradée suite à l'augmentation de la part du crédit à long terme dans le total. En effet, ce niveau est passé de 39,4% en 2020 à 54,8% en 2021.

Les financements à court terme ont également progressé en s'établissant à 62.878 millions FDJ en 2021, contre 56.180 millions FDJ en 2020, soit un accroissement de 12%. Les perspectives de la hausse des risques suite à la pandémie de Covid-19 ont poussé les institutions financières à privilégier le crédit à court terme. Toutefois, la part des crédits à court terme dans le total des crédits distribués s'est rétrécie, passant de 37,6% à 27,3% entre décembre 2020 et décembre 2021.

Évolution des engagements selon la durée, 2019-2021				
	<i>En millions FDJ</i>			
Composantes	2019	2020	2021	Var 2021/20
Crédits à court terme	52.277	56.180	62.878	11,9%
Crédits à moyen et long terme	73.823	93.160	167.442	79,7%
Total bilan	126.100	149.340	230.320	54,2%
Hors Bilan	31.382	32.869	59.095	79,8%
Total Général	157.482	182.209	289.415	58,8%

Source : BCD

Bien que les encours des crédits à moyen terme soient restés stable à 43.000 millions FDJ entre décembre 2020 et décembre 2021, toutefois leur part dans le total des crédits s'est légèrement dégradée à 4% sur la période sous revue.

3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

L'analyse de la répartition des engagements globaux selon les devises indique une proportion de plus en plus grandissante des crédits libellés en Dollars US, qui passent de 76.096 millions FDJ en 2020 à 151.797 millions FDJ en 2021. En termes relatifs, les crédits libellés en Dollars US ont représenté 66% en 2021, soit une progression de 15% dans l'encours global des crédits.

Evolution des engagements globaux selon les devises, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Francs Djibouti	65.855	71.889	77.873	8,3%
Dollars US	59.829	76.096	151.797	99,5%
Autres devises	416	1.356	650	-52,1%
Total	126.100	149.340	230.320	54%

Source : BCD

Aussi, les crédits consentis en monnaie nationale ont noté une augmentation de l'ordre de 8,3%, tandis que ceux en « autres devises » ont observé une baisse substantielle de 52% à fin décembre 2021.

Evolution des engagements par agent économique, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Agents économiques	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Entreprises et Ets publics	22.337	33.096	63.720	92,5%
Sociétés et entrep. Individuels	97.927	116.828	192.035	64,4%
Particuliers	27.331	29.145	32.720	12,3%
Divers	9.887	3.140	938	-70%
Total	157.482	182.209	289.415	58,8%

Source : BCD

La répartition des engagements par agent économique indique dans l'ensemble une progression, mais à des degrés divers.

Les crédits alloués (y compris les engagements par signature) aux entreprises publiques, qui constituent 21,6% du total des concours bancaires, se sont établis à 63.720 millions FDJ en 2021, contre 33.096 millions FDJ un an auparavant, soit une augmentation de plus de 92%.

Les concours octroyés au secteur privé et aux ménages ont également montré une hausse respective de 64% et de 12%, entre décembre 2020 et décembre 2021.

Par contre, la rubrique « divers », principalement composée des concours aux administrations privées et aux organisations non gouvernementales, a connu une baisse de 70% (938 millions FDJ contre 3.140 millions FDJ en 2020). En effet, les banques commerciales ont réduit les concours en direction des administrations privées et des organisations non gouvernementales malgré la reprise des activités suite à la crise de la pandémie de Covid-19.

3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

Se fixant à 8,39% en décembre 2021 contre 10,13% l'exercice précédent, les taux débiteurs moyens sur l'encours des crédits ont noté une baisse de 1,74%, sur la période observée. Cette diminution a profité essentiellement aux entreprises dont leurs taux moyens sont passés de

10,26% en décembre 2020 à 8,11% en décembre 2021. Cependant, les taux d'intérêts moyen sur les particuliers sont restés légèrement stables à 9,6% sur cette période.

- Les particuliers

Le taux d'intérêt moyen sur l'encours de crédit accordé aux particuliers a conservé un niveau relativement stable à 9,6% durant la période sous revue. Malgré une légère amélioration des taux débiteurs moyens sur les crédits au personnel (9,75% contre 10,25% en 2020), le durcissement du coût de crédit sur les découverts a impacté l'amélioration constatée sur les taux débiteurs moyens sur les crédits au personnel. Les taux pratiqués sur les crédits immobiliers sont restés stables à 7,52% entre décembre 2020 et décembre 2021.

- Les entreprises et entrepreneurs individuels

Dans l'ensemble, les taux débiteurs moyens de l'encours total des crédits alloués aux entreprises et entrepreneurs individuels se sont améliorés de 2,15% entre décembre 2020 et décembre 2021.

Durant cette période, les entreprises et entrepreneurs individuels ont bénéficié de conditions bancaires plus favorables concernant l'escompte (9,5% contre 12,5% en 2020), les découverts (6,73% contre 9,33% en 2020), les autres crédits à court terme (8,5% contre 10,15% en 2020) et les crédits à moyen et long terme (8,7% contre 10,7%).

CHAPITRE -III- LES INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE

La Banque centrale de Djibouti a initié une réforme globale de ses instruments de surveillance de la stabilité financière en adoptant la supervision basée sur le risque afin de se conformer aux principes fondamentaux du Comité de Bâle.

Parmi les instruments mis en œuvre, figurent les Indicateurs de Solidité Financière (ISF) qui renseignent sur la santé et la solidité financières des établissements bancaires en activité.

Ces indicateurs portent notamment, sur l'adéquation des fonds propres, la qualité des actifs, la rentabilité et la liquidité, ainsi que le rythme et la qualité de l'expansion du crédit bancaires.

1- Fonds réglementaire/actifs pondérés en fonction des risques

La solvabilité des banques de la place, qui est restée supérieure au minimum requis (12%) entre 2019 et 2020, a accusé un léger repli au cours de l'année 2021, en raison d'une progression plus rapide des risques pondérés que des fonds propres.

Fonds réglementaire/actifs pondérés en fonction des risques



Source : BCD

Le secteur bancaire reste bien capitalisé en 2021 avec 35,5 milliards FDJ de fonds propres, accusant toutefois un léger repli de près de 3% en variation annuelle.

2- Prêts improductifs

Les prêts improductifs, suite à la décision de la BCD de sortir du bilan des banques les créances en souffrance de plus 5 ans, en vue de leur traitement en hors-bilan, ont vu leur niveau baisser considérablement, chutant de 22.269 millions FDJ à 16.148 millions FDJ entre décembre 2020 et décembre 2021, ramenant le taux de créances douteuses de 13% à 6,7%. Ce traitement des prêts improductifs donne un meilleur reflet du portefeuille des banques et inscrit l'évolution des créances en souffrance dans une tendance baissière continue, dont le taux se situe à un niveau trois fois moindre, au terme des 3 dernières années.

Prêts improductifs bruts/total des prêts bruts



Source : BCD

3- Provisionnement des créances douteuses

Le taux de provisionnement, passant de 84% à 70%, a connu un fléchissement entre 2020 et 2021. Cependant, ce niveau reste confortable et reflète la tendance au renforcement des provisions observée pour les banques au cours des dernières années.

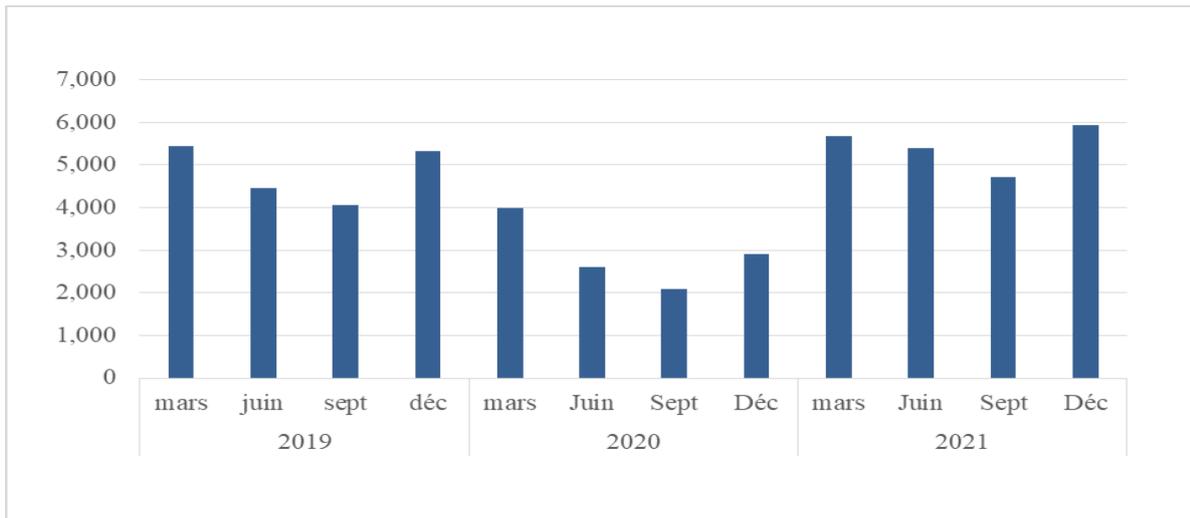


Source : BCD

4- Rentabilité

La rentabilité du secteur bancaire djiboutien poursuit une tendance haussière, les banques dégagant en décembre 2021 un produit net de près de 6 milliards de FDJ, soit une hausse annuelle de 35%.

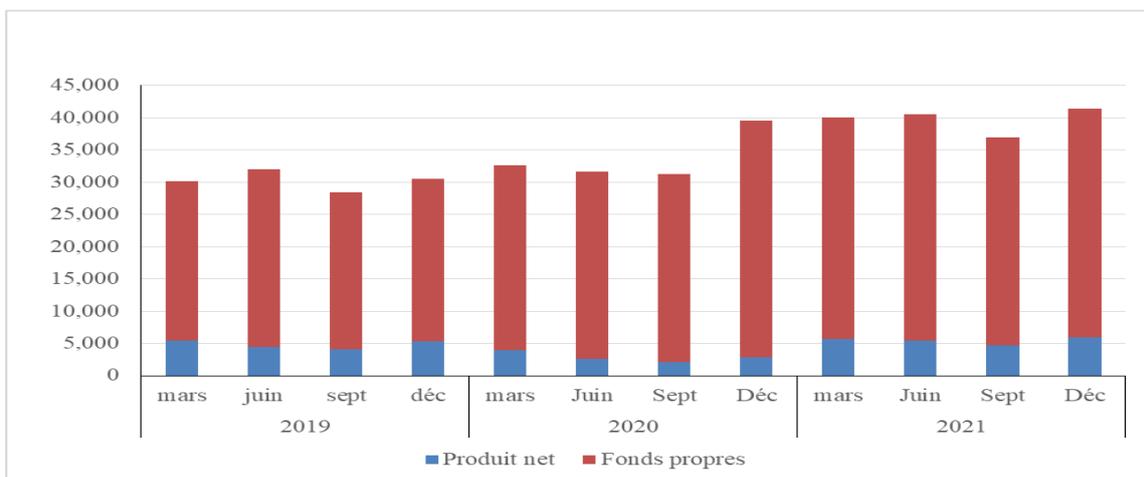
Evolution du produit net



Source : BCD

Malgré la bonne capitalisation du secteur, sa rentabilité économique est demeurée faible avec 0,97% en décembre 2021. La rentabilité rapportée aux fonds propres reste toutefois importante avec 16,7% en décembre 2021.

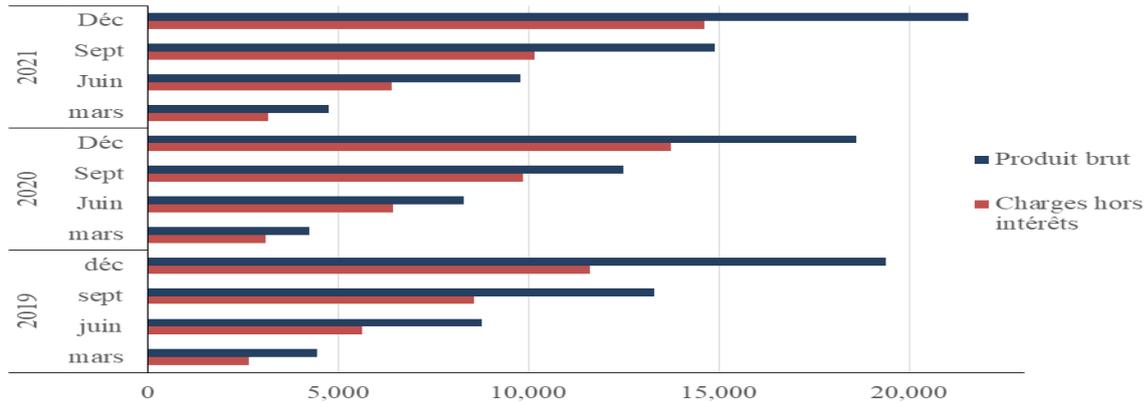
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)



Source : BCD

Cependant, le produit net est absorbé par les charges hors-intérêts, à hauteur de 67%, dénotant une faible efficacité des banques de la place. Les charges hors-intérêts étant composées pour l'essentiel de charges de personnel.

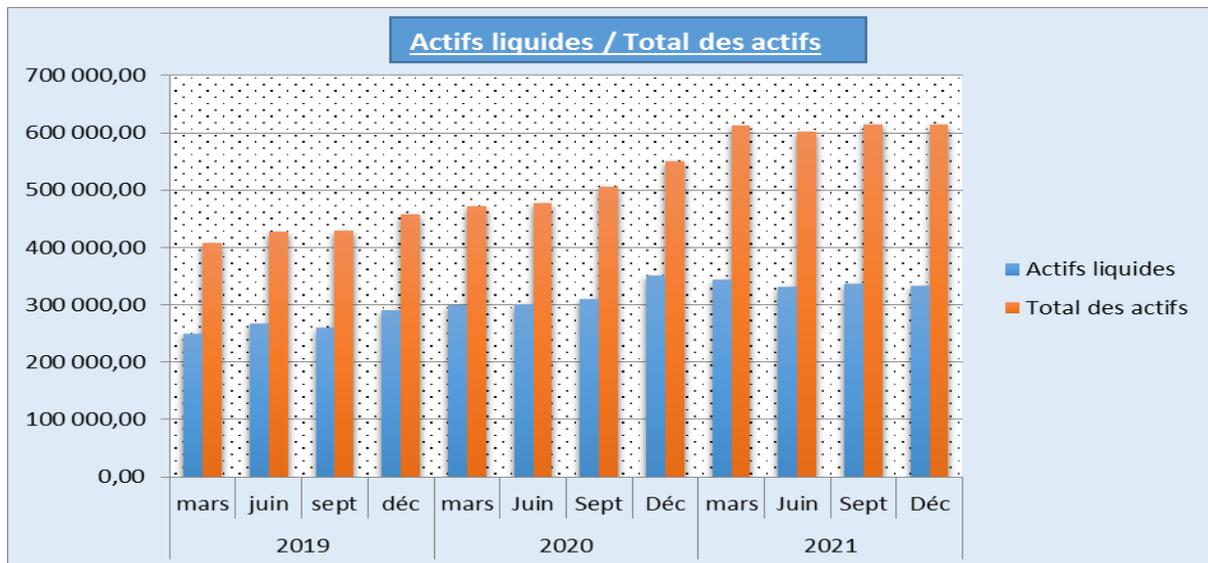
Charges hors intérêts/produit brut



Source : BCD

5- Actifs liquides

Cet indicateur donne une indication des liquidités disponibles pour faire face à des demandes attendues ou inopinées d'espèces. Malgré la progression constante des actifs des banques de la place, la liquidité des actifs se maintient autour de 54%, la situation est comparable avec les passifs à court terme. Ainsi, la place financière reste capable de générer de la liquidité de façon relativement aisée afin de faire face à ses engagements à tout moment.



Source : BCD

CHAPITRE –IV- LE SECTEUR EXTERIEUR

I- LA BALANCE DES PAIEMENTS

1-1 LE COMPTE COURANT

Dans un contexte de regain de l'activité économique, le solde du compte courant a repris son flux excédentaire en passant de 65.109 millions en 2020 à 183.219 millions FDJ en 2021. Cette augmentation du compte courant s'explique d'une part, par la reprise des réexportations des biens en destination des pays voisins (+48%) et, d'autre part, par l'amélioration du solde des services (+2,5%).

Balance des paiements				
				<i>En millions FDJ</i>
	2019	2020	2021	Var. 2020/21
Compte transactions courantes	100.230	65.109	183.219	181%
Biens	-25.229	-22.500	99.443	-542%
Exportations, fab	710.204	494.884	718.545	45%
Importations, fab	-735.433	-517.384	-619.101	20%
Services et Revenus	77.151	52.983	60.380	14%
Crédit	219.122	173.150	194.205	12%
Débit	-141.971	-120.166	-133.825	11%
Transferts courants	48.307	34.624	23.397	-32%
Administrations publiques	45.245	32.763	21.506	-34%
Autres secteurs	3.062	1.861	1.891	2%
Compte de capital	7.142	6.510	5.148	-21%
Transferts de capital	7.492	6.833	5.350	-22%
Administration publique	7.492	6.833	5.350	-22%
Transferts des migrants	0	0	0	-
Acquisitions & cessions d'actifs non financiers, non produits	0	0	0	-
Compte des opérations financières	57.510	-4.054	66.470	-1740%
Investissements directs	31.101	28.121	29.635	5,4%
Investissements de portefeuille	-2.048	37.272	-34.714	-193%
Autres investissements	35.680	-37.094	54.178	-247%
Avoirs de réserves	-7.223	-32.352	17.371	-154%
Erreurs et omissions	-164.881	-67.834	-255.055	276%

Source : BCD

Compte des transactions courantes				
<i>En millions FDJ</i>				
	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Biens	-25.229	-22.500	99.443	-541%
Services	93.829	69.370	71.103	2.5%
Revenus	-16.678	-17.518	-10.724	-39%
Transferts courants	48.307	34.624	23.397	-32%
Total balance courante	100.230	65.109	183.219	181%
Importations des biens et services/PIB	140%	111%	100%	-10%
Exportations des biens et services/PIB	162,5%	116%	116%	0%

Source : BCD

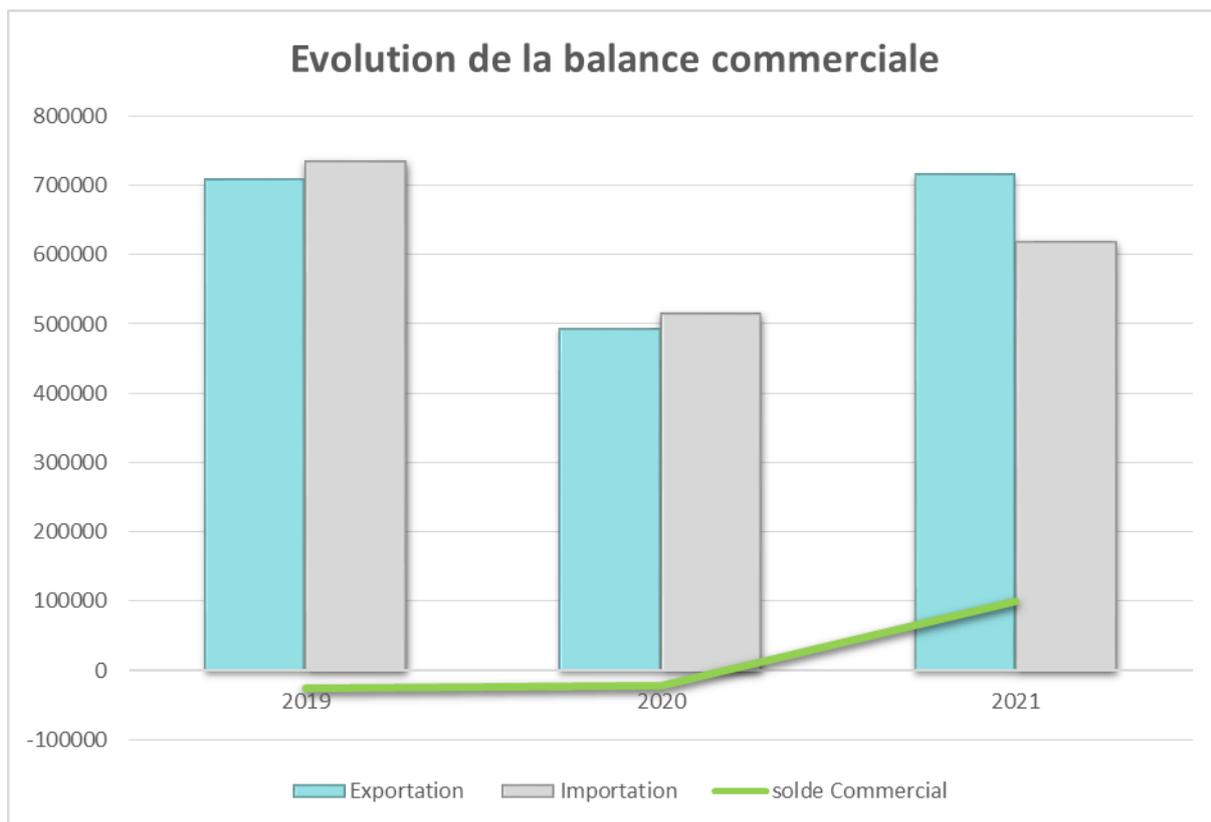
1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

Après avoir été déficitaire en 2020, le solde des échanges de biens a connu un accroissement en volume de 121.943 millions FDJ, au terme de l'année 2021. Cette amélioration de la balance commerciale s'explique par la reprise des exportations qui passent de 494.884 millions FDJ en 2020 à 718.545 millions FDJ en 2021, soit une progression de 45%.

Affichant un montant de 619.101 millions FDJ, les importations de l'année 2021 ont augmenté de 101.717 millions FDJ par rapport à leur niveau de 2020.

Balance des biens				
<i>En millions FDJ</i>				
	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Exportations, fab	710.204	494.884	718.545	45%
Dont réexportation	707.258	437.971	650.443	48%
Importations, fab	735.433	517.384	619.101	20%
Balance commerciale	-25.229	-22.500	99.443	-542%

Source : BCD



Source : BCD

Encadré : le système de commerce général

Pour une meilleure vue d'ensemble des termes de base des systèmes des commerces, il faut établir une définition des termes de territoires statistiques et de territoires douaniers. Selon le manuel des statistiques internationales du commerce des marchandises des nations unies le territoire statistiques « *Le territoire statistique d'un pays est le territoire pour lequel les données commerciales sont établies. La définition du territoire statistique peut ou ne pas coïncider avec le territoire économique d'un pays ou son territoire douanier, en fonction de la disponibilité des sources de données et d'autres considérations* »². Tandis que le territoire douanier est, selon la même source, le territoire auquel la législation des pays en matière douanière s'applique. Et la plupart des pays les limites de leur territoire douanier coïncide avec les limites de leur territoire statistique. Toutefois, dans certaine configuration, le territoire statistique a une définition plus large surtout dans les pays où ils existent les éléments des territoires statistiques suivants ; si ces derniers sont inclus ou pas dans les territoires statistiques :

Les îles, les eaux territoriales, le plateau continental, les installations offshore et de l'espace extra-atmosphérique et les appareils, les zones franches commerciales, les zones franches industrielles, les entrepôts de douane, les locaux pour perfectionnement actif, les enclaves territoriales du pays déclarant dans d'autres pays, les esclaves territoriales, c'est-à-dire des enclaves d'autres pays dans le pays déclarant.

Par conséquent, « *Le système de commerce général est utilisé quand le territoire statistique coïncide avec le territoire économique. Par conséquent, il est recommandé que le territoire*

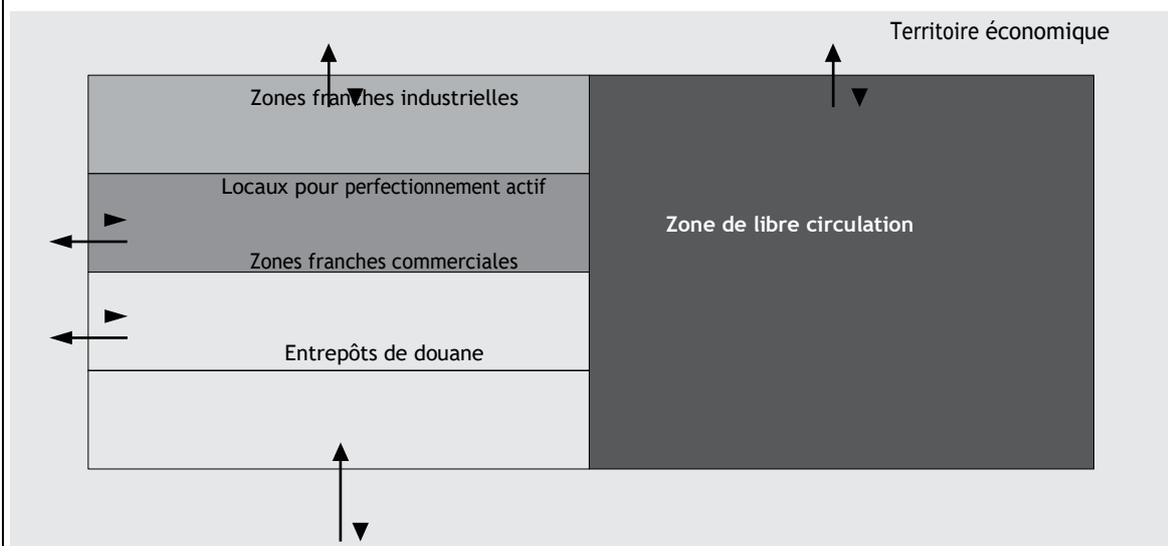
² Statistique internationale des marchandises, Concept et définitions, 2010 p25.

statistique d'un pays appliquant le système de commerce général comprend tous les éléments territoriaux »³ cités ci-haut.

Selon cette définition, les importations et les exportations générales s'identifient comme les flux des biens entrant ou quittant les territoires statistiques du pays qui applique le système de commerce général.

En 2019, la république de Djibouti a adopté le système de commerce général dans les estimations des statistiques du commerce des marchandises. Raison pour laquelle, tous les flux entrant et sortant sur son territoire économique, qui inclut d'ailleurs les entrées en zones franches, les entrées en entrepôts ; les admissions temporaires et les réexportations sont pris en compte dans les importations et les exportations.

Le tableau ci-dessous donne une image claire du système de commerce général :



Source : Manuel des Statistiques du commerce international de marchandises. Concept et définitions, 2010. p29.

1-3 LA BALANCE DES SERVICES

Après avoir reculé de 26% en 2020, l'excédent des services a noté une reprise de 2,4% à la fin de l'année 2021. Cette évolution résulte simultanément de la hausse de la recette des soldes observée au niveau des rubriques «voyage » ; « assurance » et de « l'administration publique ».

Les échanges des services de transports ont un solde excédentaire de 7.821 millions FDJ en baisse de 5.659 millions FDJ par rapport à leur niveau de 2020. Cette baisse résulte de la baisse du trafic des marchandises en raison du conflit éthiopien.

Le solde du poste « voyages » s'est améliorée en volume de 1.211 millions de FDJ par rapport à l'année 2020 avec l'ouverture progressive des frontières suite à la levée des mesures de confinement imposée par le Gouvernement en raison de la propagation de la pandémie du Covid-19. Le solde net des dépenses des touristes étrangers à Djibouti a augmenté de 46% par rapport à l'année précédente.

Malgré une légère baisse en volume de 962 millions FDJ, les services de communication ont cependant noté un solde excédentaire de 11.047 millions FDJ en 2021, contre 12.009 millions FDJ, un an auparavant. Ces recettes proviennent des consommations de Téléphone et

³ Statistique internationale des marchandises, Concept et définitions, 2010 p26

d'Internet des non-résidents installées sur le territoire national et, des redevances réglées par les sociétés de télécommunication étrangères utilisant les réseaux et câbles de Djibouti Télécom.

Les services des administrations publiques représentent les dépenses de consommation des différents contingents militaires étrangers, des ambassades et organisations internationales installés à Djibouti. Au terme de l'année 2021, cette rubrique a enregistré un solde excédentaire de 38.494 millions FDJ, contre 33.259 millions FDJ en 2020, soit une hausse de 15%.

Le solde des « autres services » a également connu une hausse de 12% par rapport à l'année 2020.

Par contre, les services d'assurance ont enregistré, au terme de l'année 2021, un solde déficitaire de 3.839 millions FDJ vis-à-vis des non-résidents.

Solde des échanges de services				
<i>En millions FDJ</i>				
	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Transports	14.885	13.480	7.821	-42%
Voyages	6.772	2.628	3.839	46%
Communications	17.378	12.009	11.047	-8%
Services d'assurance	-4.019	-2.943	-3.373	14,6%
Administrations publiques	45.151	33.259	38.494	15%
Autres services	13.662	10.937	12.274	12%
Total	93.829	69.370	71.103	2,4%

Source : BCD

1-4 LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus comprennent, d'une part, les revenus du travail et, d'autre part, les revenus des capitaux. Ces derniers englobent les produits des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres placements.

Structurellement déficitaire, le solde des revenus s'est amélioré de 38,7% en 2021. En effet, le déficit a été de 10.724 millions FDJ en 2021 après 17.517 millions FDJ en 2020. Le revenu du travail qui provient des salaires versés aux résidents locaux par les organismes internationaux et les représentations diplomatiques a connu une hausse de 16%, passant de 7.735 millions FDJ en 2020 à 8.980 millions FDJ en 2021.

Solde des revenus				
<i>En millions FDJ</i>				
	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Rémunération des salariés	14.122	7.735	8.980	16%
Revenus des investissements	-30.800	-25.252	-19.704	-22%
Total	-16.678	-17.517	-10.724	-38,7%

Source : BCD

1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

La rubrique des transferts courants se caractérise, structurellement, par un solde excédentaire qui constitue la première source de financement de la balance des paiements.

En totalisant un montant de 28.140 millions FDJ au cours de l'année 2021, le solde des transferts courants a noté un recul de 24,5% par rapport à son niveau de 2020. Cette situation résulte de la baisse des dons au profit de l'administration publique, qui passent de 18.964 millions FDJ en 2020 à 10.731 millions FDJ en 2021.

Solde des Transferts courants				
<i>En millions FDJ</i>				
	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Administrations publiques	45.245	32.763	26.248	-19%
Autres secteurs	3.062	1.861	1.892	1,6%
Total	48.307	34.624	28.140	-24,5

Source : BCD

1-6 LE COMPTE DE CAPITAL

En 2021, le compte de capital a enregistré un excédent de 5.148 millions FDJ malgré une baisse des dons octroyés par les différents bailleurs de fonds étrangers à la République de Djibouti. Ces ressources servent à financer les nombreux projets d'investissement public du pays.

1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte financier retrace les opérations de transferts d'actifs financiers entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents. Il s'agit de crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents de Djibouti et non-résidents.

Les flux de capitaux entre résidents et non-résidents ont enregistré des entrées nettes de 66.470 millions FDJ, contre une sortie de 4.054 millions FDJ en 2020. Le volume

exceptionnel des autres investissements et les avoirs de réserves sont à l'origine de l'accroissement du solde excédentaire du compte financier.

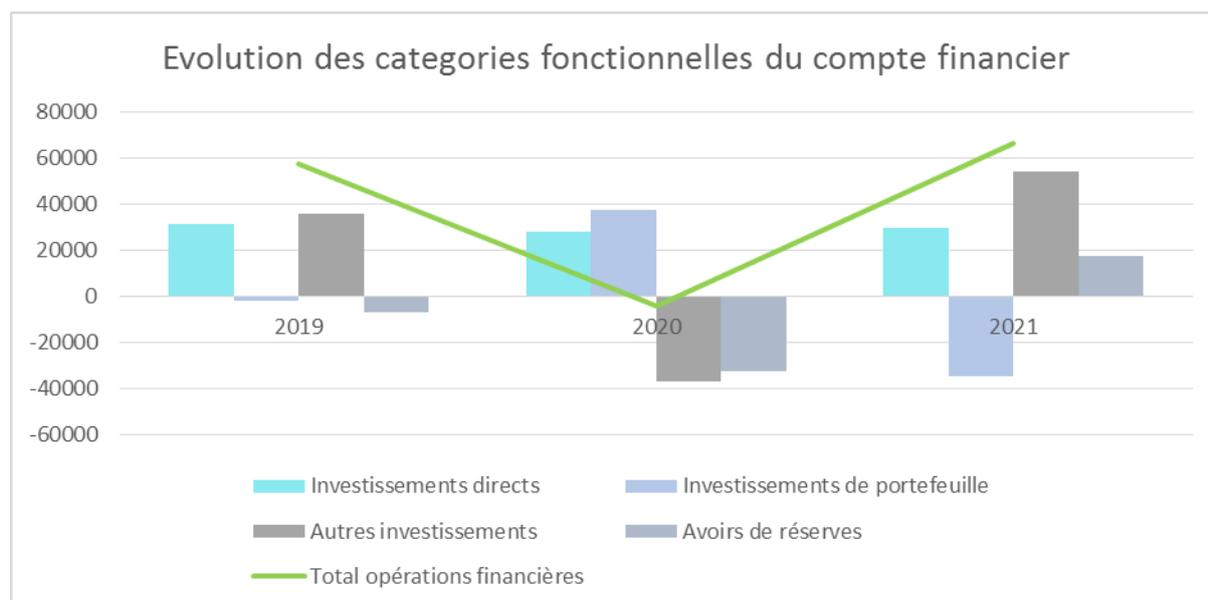
En 2021, les investissements de portefeuille ont noté une sortie de -34.714 millions FDJ suite à l'arrivée à terme de titre d'obligation à hauteur de 200 millions de dollars d'une banque de la place, tandis que les flux au titre des autres investissements se caractérisent par une entrée nette de capitaux de 54.178 millions FDJ, après une sortie nette de -36.824 millions FDJ durant la crise sanitaire.

Au niveau des réserves, il ressort une baisse des avoirs de réserve à l'étranger de 17.371 millions FDJ en 2021, contre une hausse de 32.352 millions FDJ en 2020. Cette évolution s'explique par les dépenses importantes engagées dans le cadre de la lutte contre la pandémie et les placements significatifs des avoirs des banques à l'étranger.

Compte d'opérations financières				
<i>En millions FDJ</i>				
	2019	2020	2021	Var. 2021/2020
Investissements directs	31.101	28.121	29.635	5.4%
Investissements de portefeuille	-2.048	37.272	-34.714	-193%
Autres investissements	35.680	-37.094	54.178	-247%
Avoirs de réserves	-7.223	-32.352	17.371	-153.7%
Total opérations financières	57.510	-4.054	66.470	-1.740%

Source : BCD

En 2021, les investissements directs étrangers à Djibouti ont connu une augmentation de 5,7% essentiellement imputable à l'ouverture des frontières et à la reprise des échanges économiques après la pandémie du covid-19.



Source : BCD

II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêté, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard de l'étranger.

A la fin de l'année 2021, la Position Extérieure Globale (PEG) de la République de Djibouti a dégagé un solde net débiteur de 423.519 millions FDJ, en augmentation de 36.965 millions FDJ, par rapport à la situation de l'année précédente.

Position extérieure globale, 2019-2021				
<i>En millions FDJ</i>				
Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Investissements directs				
Avoirs	0	0	0	
Engagements	-310.734	-338.855	-368.490	8%
Investissements de portefeuilles				
Avoirs	2.886	4.620	3.886	-15,8%
Engagements	0	-39.006	-3.558	-90,8%
Autres investissements				
Avoirs	282.327	343.083	400.764	16,8%
Engagements	-453.046	-476.385	-558.738	17%
Avoirs de réserves	87.636	119.989	102.617	-14,4%
Position nette	-390.931	-386.554	-423.519	9,5%

Source : BCD

Cette évolution importante s'explique par la progression de 17% des engagements extérieurs et un amoindrissement des avoirs de réserves de 14,4%, entre décembre 2020 et décembre 2021.

Les postes qui ont fortement contribué à l'accroissement des concours extérieurs du pays sont essentiellement, les investissements directs étrangers, les engagements extérieurs des banques résidentes et la dette extérieure des entreprises publiques.

En effet, les investissements directs étrangers (IDE) entrant dans l'économie nationale ont enregistré un volume cumulé de 368.490 millions FDJ à fin décembre 2021, en hausse de 8% par rapport à leur niveau de 2020. L'économie nationale a confirmé une attractivité malgré une période marquée par une crise sanitaire. Ainsi, l'évolution du stock des investissements directs étrangers provient des flux nets enregistrés au niveau de la balance des paiements.

En 2021, les investissements directs étrangers se concentrent essentiellement dans la construction, l'industrie et les services.

La catégorie des « autres investissements » constitue le premier poste en termes d'importance au sein de la Position Extérieure Globale de Djibouti.

Sa position nette fait apparaître un solde débiteur de 157.974 millions FDJ, imputable essentiellement à l'accroissement des emprunts extérieurs contractés par les banques résidentes (+70.742 millions FDJ) et du stock de la dette extérieure des entreprises publiques (+4.065 millions FDJ).

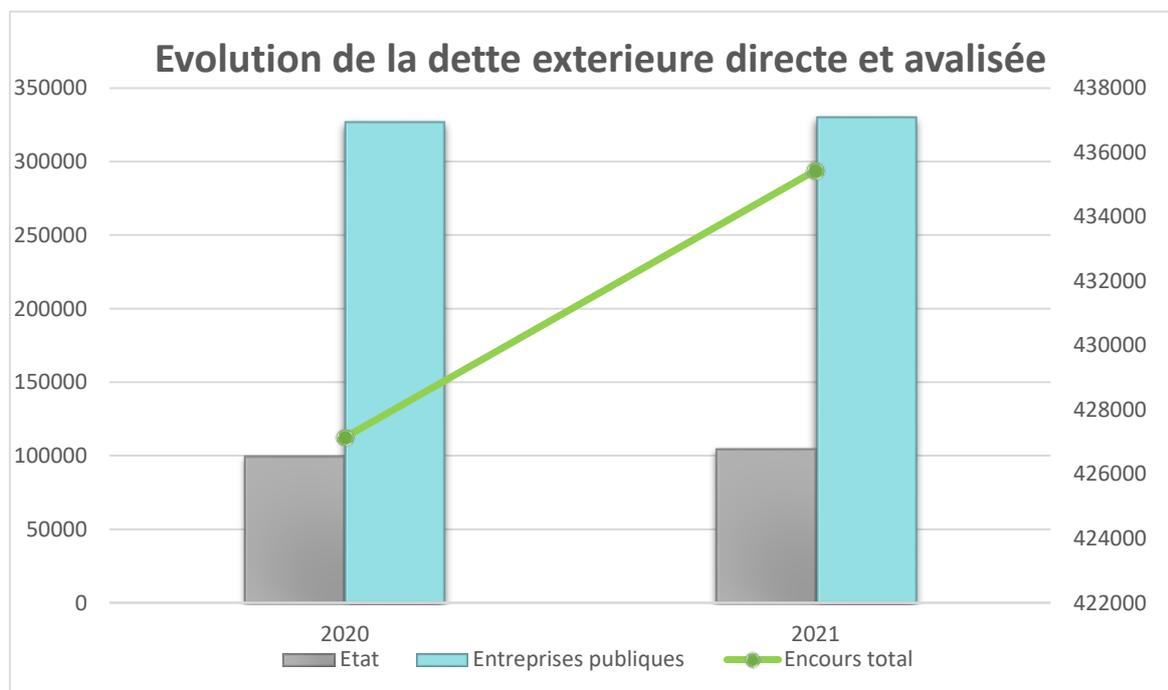
Cependant, la hausse des avoirs extérieurs (+61.252 millions FDJ) dans les autres investissements suite à un crédit octroyé par une banque de la place à des entreprises opérant à l'étranger a amorti la croissance des engagements extérieurs sur la période étudiée.

Malgré une baisse en volume de 17.371 millions FDJ au terme de l'année 2021 suite à l'utilisation des appuis des institutions internationales au titre de la lutte contre la pandémie de Covid-19, les avoirs de réserves ont cependant dégagé une position créditrice de 102.617 millions de FDJ, conservant un niveau relativement adéquat à 4,9 mois d'importations de biens et services.

III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE

L'encours de la dette publique extérieure de la République de Djibouti s'est accru de 1,9%, passant de 427.137 millions FDJ à 435.433 millions FDJ entre 2020 et 2021. La hausse de l'encours de la dette publique a résulté des tirages des emprunts extérieurs des entreprises publiques (+3.310 millions de FDJ), mais aussi de l'Etat (+ 4.987 millions FDJ).



Source : BCD

Le ratio dette publique extérieure sur PIB, mesurant le niveau d'endettement national, fait apparaître un taux de 74% en augmentation de 4 points de pourcentage en comparaison avec son seuil de 2020.

Par type de coopération, la dette bilatérale a constitué 70% de la dette extérieure totale (304.445 millions FDJ en 2021, contre 300.868 millions FDJ en 2020), la dette multilatérale représentant 30% (130.989 millions FDJ en 2021, contre 126.269 millions FDJ en 2020).

Les principaux bailleurs de fonds bilatéraux de la République de Djibouti sont essentiellement la Chine et le Fonds Koweïtien dont leurs poids représentent respectivement 82% et 13% de l'ensemble de la dette extérieure des bailleurs de fonds bilatéraux.

Pour sa part, le stock des créanciers multilatéraux a enregistré une augmentation de 3,7%, se chiffrant à 130.989 millions de FDJ en 2021, contre 126.269 millions de FDJ une année auparavant. Les nouveaux emprunts directs proviennent de l'IDA et de la Banque Islamique de Développement et viennent soutenir l'effort de l'Etat pour faire face aux effets de la pandémie du Covid-19. Par conséquent, la dette multilatérale de l'Etat est passée de 78.190 millions FDJ en 2020 à 82.349 millions FDJ en 2021, soit un décaissement de +4.159 millions FDJ, d'une année à l'autre.

Evolution de la dette extérieure directe et à garantie publique par type de coopération <i>En millions FDJ</i>					
Désignation	2020		2021		Var. 2020/21
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	
Etat	100.234	100	105.221	100	4,8%
Coopération bilatérale	22.044	22	22.872	22	3,76%
Coopération multilatérale	78.190	78	82.349	78	5,32%
Entreprises publiques	326.903	100	330.213	100	1%
Coopération bilatérale	278.824	85	281.573	85	0,99%
Coopération multilatérale	48.079	15	48.640	15	1,17
Encours total	427.137	100	435.433	100	1,94%
Coopération bilatérale	300.868	70	304.445	70	1,19%
Coopération multilatérale	126.269	30	130.989	30	3,74%

Source : Direction de la Dette, Ministère du Budget

Au 31 décembre 2021, les principaux créanciers multilatéraux de la République de Djibouti sont : l'IDA (29,1%), le FADES (26,9%), la BAD (16,3%) et la BID (15,5%).

La dette extérieure a principalement financé les projets d'interconnexion électrique entre Djibouti et l'Ethiopie, le projet du chemin de fer, le projet d'adduction d'eau depuis l'Ethiopie et les projets stratégiques des ports et des zones franches.

3-2 LE SERVICE DE LA DETTE

En 2021, le service de la dette publique extérieure a baissé de 31%, s'établissant à 9.220 millions FDJ, contre 13.420 millions FDJ l'année précédente.

Composantes du service de la dette publique extérieure				
<i>En millions FDJ</i>				
	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Intérêts	10.166	7.538	4.157	-44%
Etat	7.038	3.427	911	-73,4%
Entreprises publiques	3.128	4.111	3.246	-21%
Amortissements	8.655	5.881	5.062	-32%
Etat	4.644	2.877	2.625	-14%
Entreprises publiques	4.011	3.004	2.437	-18,9%
Service de la dette extérieure	18.821	13.420	9.220	-31%

Source : Direction Dette Publique, Ministère du Budget

L'amortissement du principal qui a porté sur une enveloppe de 5.062 millions FDJ s'est replié de 32% ou 819 millions FDJ au cours de la période sous revue. De leur côté, les intérêts de la dette ont connu la même tendance en enregistrant une diminution de 44% entre 2020 et 2021, pour s'établir à 4.157 millions FDJ.

Les dépenses au titre du service de la dette effectuées par l'Administration Centrale, se sont inscrites en baisse de 44% pour se situer à 3.536 millions FDJ. Cette évolution est attribuable à la fois au paiement des intérêts (911 millions FDJ, contre 3.427 millions en 2020) et du principal (2.625 millions FDJ, contre 2.877 millions FDJ) de la dette contractée par l'administration publique.

Quant au service de la dette extérieure payé par les entreprises publiques, il s'est inscrit également en baisse (-17%) pour se situer à 5.863 millions FDJ portant la marque du repli du règlement du principal de -19% et des intérêts (-21%)

En termes de soutenabilité du service de la dette, les ratios « Service de la dette/Recettes d'exportations des biens et services et Service de la dette/Recettes budgétaires » affichent des taux respectifs de 1% et 4,5% en baisse par rapport à leur niveau de 2020.

TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

I- LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE

En application de la loi n°118/AN/11/6^{ème} L portant Statuts de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), les organes statutaires s'établissent comme suit :

1-1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque Centrale, qui exerce ses fonctions régaliennes, conformément à l'article 39 des statuts arrêtant ses attributions. Il est composé du Gouverneur et de six administrateurs nommés par Décret Présidentiel, en fonction de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

En 2021, le Conseil d'administration de la Banque a tenu les réunions statutaires conformément aux dispositions légales.

Les réunions ont porté sur l'administration générale de la Banque, l'analyse et l'approbation des états financiers arrêtés au 31 décembre 2020, les réalisations du budget 2020, du budget prévisionnel et rectificatif de 2021.

1-2 DIRECTION

La direction est investie des pouvoirs les plus étendus d'administration, de décision et de contrôle. Le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, M. Ahmed Osman, en assure la gestion opérationnelle et fonctionnelle. Le Gouverneur préside le Conseil d'administration, prépare et met en œuvre ses décisions ; il nomme aux emplois de la BCD et la représente vis-à-vis des tiers.

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance, un Directeur exécutif a été nommé pour seconder le Gouverneur dans la haute Direction de la Banque.

La mise en œuvre des décisions de la Direction est appliquée par les Responsables des Services.

1-3 ORGANES DE CONTROLE

Les organes de contrôle de la Banque Centrale sont les suivants :

- Comité d'audit ;
- Audit interne ;
- Contrôle interne ;
- Audit externe.

Le Comité d'audit est composé de trois membres du Conseil d'Administration. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil d'Administration dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

L'audit interne a pour rôle d'assurer la réalisation des objectifs de la direction en adoptant une approche systématique et méthodique pour l'évaluation et l'amélioration de l'efficacité des processus en matière de gouvernance. Il assiste le Comité d'Audit dans le cadre de leur responsabilité.

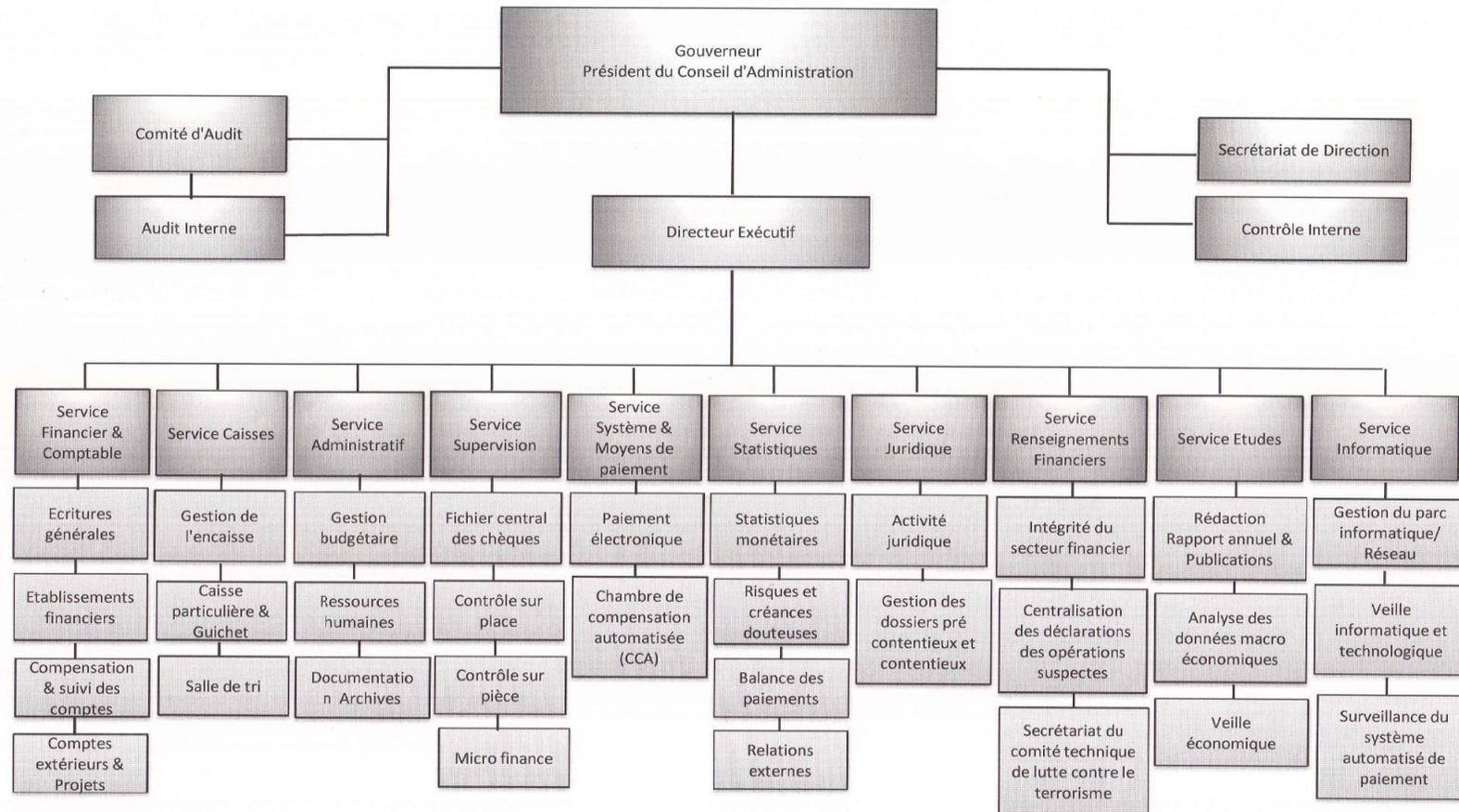
La Charte d'Audit Interne a été adoptée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 24 décembre 2018.

En 2021, le Comité d'Audit a tenu deux réunions. Les orientations retenues lors de ces réunions étaient d'épuiser les réflexions internes engagées sur le projet du code de déontologie et la mise en œuvre des principales recommandations.

De leur côté, les contrôleurs ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux statuts de la Banque. Le dispositif de contrôle de la Banque est appelé à être renforcé.

Le cabinet Deloitte a été retenu suite au processus de sélection pour l'engagement d'un auditeur externe pour la Banque Centrale de Djibouti à partir de 2021.

ORGANIGRAMME DE LA BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI – 2021



II- LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

2-1 EFFECTIF

Totalisant un effectif de 77 personnes en 2021, la Banque a entrepris l'organisation d'un concours de recrutement de cadres supérieurs. A cette fin, la Banque avec des cadres d'un niveau de formation supérieur pourra répondre favorablement aux objectifs assignés face aux besoins du secteur financier.

Au cours de ce même exercice, la banque s'est dotée des nouveaux locaux pour les agents de sécurité dotés d'équipements techniques pour assurer la sécurité de l'institution et leur fournir un environnement de travail qui faciliterait leurs missions complexes et variées.

Egalement en fin de cet exercice, il a été procédé à la nomination d'un Directeur exécutif.

Catégorie	2020			2021		
	H	F	Total	H	F	Total
Cadre supérieur	22	11	33	22	11	33
Cadre moyen	3	5	8	4	5	9
Agent	17	18	35	17	18	35
Total	42	34	76	43	34	77

Source : BCD

2-2 FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans le souci d'assurer le renforcement des capacités et le développement des compétences de son personnel, la Banque Centrale a facilité le perfectionnement de son personnel par la participation à des séminaires, cours et ateliers dans divers domaines.

Cependant et compte des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie du Covid-19, les employés de la Banque Centrale ont essentiellement bénéficié des formations ou des assistances techniques par visioconférence.

Les départements tels que les Statistiques Monétaires, les Renseignements Financiers, la Supervision Bancaire ont participé à d'importantes formations et assistances techniques à distance des partenaires de la Banque comme la Banque de France, les Instituts du FMI et GAFIMOAN.

III- LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE

3-1 LE MOUVEMENT GENERAL DU SERVICE CAISSE

Activités de la salle de tri, 2020-2021							
<i>En milliers FDJ</i>							
Billets	Nombre de coupures validées		Nombre de coupures annulées		Nombre de coupures triées		Taux de récupération
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	
1.000	163 000	210 000	56 000	98 000	219 000	308 000	68%
2.000	1 968 000	2 430 000	302 000	405 000	2 270 000	2 835 000	86%
5.000	10 761 000	13 480 000	1 287 000	2 421 000	12 048 000	15 901 000	85%
10.000	39 191 000	52 459 000	3 827 000	4 997 000	43 018 000	57 456 000	91%
Total	52 083 000	68 579 000	5 472 000	7 921 000	57 555 000	76 500 000	-

Source : BCD

En matière de récupération, le billet de 10.000 FDJ occupe la première place avec un taux de réutilisation de 91% en 2021.

Récupérés respectivement à 85% et 86%, les billets de 5.000 FDJ et de 2.000 FDJ demeurent en bon état, tandis que la coupure de 1.000 FDJ, avec un taux de récupération de 68%, a été le billet le plus utilisé en 2021.

3-2 LES BILLETS EMIS

Billets émis neufs et valides, 2019-2021			
<i>En nombre de paquets de 1.000 billets</i>			
Coupures	2019	2020	2021
1 000 FDJ	802	477	638
2 000 FDJ	1340	1322	1239
5 000 FDJ	1850	2441	3064
10 000 FDJ	4102	4730	5546

Source : BCD

Le billet de 10.000 FDJ est le plus demandé par le public en 2020, avec une progression annuelle de 17,2%.

IV- LES ACTIVITES DU SERVICE DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DU SECTEUR EXTERIEUR

Conformément à l'article 13 de la Loi n°118/AN/11/6^{ème} L, portant modifications des statuts de la Banque Centrale, le Service des Statistiques établit une situation mensuelle détaillée de la masse monétaire, de la circulation fiduciaire et de leurs contreparties.

Le Département des Statistiques procède également à la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

En 2021, le service a continué de moderniser ses outils statistiques dans le cadre du projet d'amélioration des statistiques nationales (GEDES)

En effet, La Banque Centrale de Djibouti à l'intention d'acquérir une application informatique pour la collecte, les traitements et la production des statistiques du secteur extérieur à l'instar de l'application mis en place par les Banques Centrales des pays africains.

Ainsi, une mission de la Banque Centrale, composée de trois responsables de Département et un cadre supérieur a séjourné du 08 au 12 février 2021 à Yaoundé, siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale BEAC pour mieux apprécier et se familiariser avec la nouvelle application.

La délégation de travail avait pour objectifs d'évaluer le dispositif statistique actuel de collecte et de traitement des statistiques extérieures à l'effet de faire des ajustements visant d'une part son arrimage aux meilleurs standards internationaux, et d'autre part de s'enquérir de la démarche d'implémentation d'un tel système.

En outre, la mission a également visité d'autres Département de la BEAC telle que la Direction des Etudes (Analyse de la conjoncture, Environnement international), des Statistiques (Outils de prévisions, enquêtes statistiques, Centrale des risques), le Département du Système de paiements ainsi que le Direction informatique.

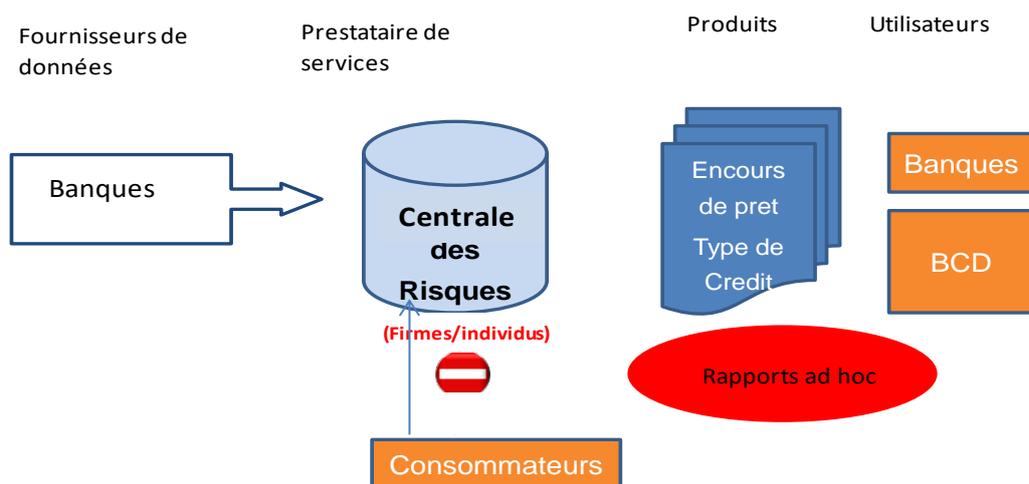
Dans le domaine des statistiques monétaires et financières, le service a bénéficié d'une mission du Département des Statistiques du FMI pour élargir la couverture institutionnelle utilisée pour produire le formulaire de déclaration standardisé des autres sociétés financières (4SR).

En termes de renforcement de capacité, le service des Statistiques a pris part aux différentes formations en ligne dispensées par le Département des Statistiques du FMI dans les domaines suivants :

- Cours en ligne sur EDX « Diagnostic macroéconomique » du 8 mai 2021 au 1^{er} septembre 2021.
- Cours en ligne sur EDX « Statistique de la dette publique » du 22 avril au 9 juin 2021.
- Cours en ligne sur EDX « la balance des paiements et la position extérieure globale » du 19 novembre 2020 au 20 mars 2021.
- Atelier virtuel sur les statistiques de la dette extérieure du 13 au 15 Décembre 2021.
- Atelier virtuel du COMESA/MEFMI sur les statistiques d'investissement direct étranger du 18-29 octobre 2021.

Le Service des Statistiques gère également un système d'information de crédit composé d'une Centrale des risques bancaires et d'un Registre des suretés mobilières

Concernant la Centrale des risques bancaires, des discussions sont en cours avec des partenaires internationaux pour une réforme complète de la Centrale des risques en 2022. Le développement du SIC est d'importance cruciale pour l'amélioration de l'accès au crédit et aux autres services financiers à Djibouti. Le renforcement des systèmes actuels d'information sur le crédit permettra aux banques et aux autres établissements financiers d'avoir accès à des d'information sur le crédit, ce qui contribuera en retour à l'expansion du crédit ainsi qu'à la diversification des différents produits et services actuellement offerts.



Un Registre des sûretés mobilières unifié pour tous les types de biens meubles, y compris les équivalents fonctionnels (crédit-bail, Transfer fiduciaire de propriété, créances bancaires, vente avec la réserve de propriété) a été **mis en place en avril 2018**. Ce Registre est une réponse à la problématique du marché de crédit dans notre pays en facilitant l'accès au crédit, surtout pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui n'ont généralement pas suffisamment de garanties immobilières et qui peuvent désormais utiliser leurs biens mobiliers comme sûretés.

Au terme de l'année 2021, les statistiques générales sur l'enregistrement des sûretés mobilières se présentent comme suit :

	Particuliers	Sociétés	Total
Produits agricoles	95	4	99
Véhicules	142	55	197
Inventaires et matières premières	3	13	16
Immobilisation incorporelle	2007	13	2020
Cash or saving account	3913	172	4085
Or	21	-	21
Industriel and commercial	6	21	27

Source : BCD

Concernant les Statistiques sur le nombre de suretés enregistrées : au terme de l'année 2021, le Registre a signalé 6.465 enregistrements depuis sa création en avril 2018 dont 6.187 suretés enregistrées concernent les particuliers tandis que 278 concernent les entreprises.

	Particuliers	Sociétés	Totaux
Nombre de suretés enregistrées	6.187	278	6.465

Source : BCD

V- LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Service Comptable et Financier est chargé de la comptabilité générale de la BCD et des comptes de tiers (comptes des banques commerciales, FMI, projets, etc.).

Il assure également la tenue des comptes de l'Etat, notamment celui du Trésor National et enregistre l'ensemble des opérations courantes, à savoir :

- les prélèvements des espèces destinés aux Comptables Publics,
- les encaissements des chèques détenus par le Trésor,
- les recouvrements des traites ou autres effets souscrits par/ou tirés sur les assujettis,
- l'acheminement des virements interbancaires émis en couverture de la dette publique intérieure (traitements des salaires, règlements des subventions et factures),
- l'exécution des transferts de fonds en direction de l'étranger (ambassades, bourses des étudiants à l'étranger, remboursement des dettes extérieures, etc.).

Par ailleurs, le Service Comptable et Financier est chargé de la gestion des réserves officielles de change, constituées par les contreparties de la monnaie en circulation, de ses engagements envers les tiers (Banques et Etat essentiellement) et de ses fonds propres.

Les avoirs à l'étranger sont ainsi conservés sous forme de dépôts à vue à la Banque de France, à la Citibank–New York et à la Federal Reserve Bank of New York, ainsi qu'à Natixis Paris et à la Crown Agent Bank – London.

Le tableau ci-dessous relate les différentes activités du Service comptable au cours des deux dernières années :

Activités du Service Comptable et Financier, 2020-2021			
	<i>En millions FDJ</i>		
	2020	2021	Var. 2020/19 en %
Virements interbancaires	98.893	68.887	-30.3
Transferts émis par le Trésor / Etat	14.545	14.391	-1.1
Transferts reçus par le Trésor / Etat	60.860	29.788	-51.1
Transferts émis par les Banques	239.608	347.201	44.9
Transferts reçus par les Banques	202.971	298.622	47.1
Compensation	310.096	686.494	121.4
Encaissement chèques Trésor/Etat	67.403	59.855	-11.2
TOTAL	994.376	1.505.239	51.4

Source : BCD

De janvier à Décembre 2021, nous constatons une hausse des activités du service comptable et financier à hauteur de DJF 510, 8 milliards par rapport à la même période en 2020 (soit +51.4%).

Les virements interbancaires et les transferts reçus par les comptes du Trésor baissent respectivement de -30.3% et -51.1%, ainsi que les transferts émis par les comptes du Trésor de -1.1% comparé à l'exercice dernier.

Nous observons également une hausse des transferts émis par les Banques commerciales de DJF 107,6 milliards par rapport à l'année dernière, ainsi que leurs transferts reçus de DJF 95.6 milliards pour la même période (soit +44.9% et +47.1%).

La chambre de la compensation connaît aussi une augmentation de son activité de DJF 376 milliards); depuis la mise en place du système SYRAD, tous les virements, transferts, approvisionnements effectués en faveur ou d'ordre des banques de la place transitent par le compte de la Compensation.

Quant aux encaissements des chèques du Trésor National, ils baissent de -11.2% (soit -7,5 milliards) par rapport à 2020.

En cours de cet exercice 2021, ont été ouverts des crédits documentaires à hauteur de 1,3 milliards FDJ, principalement en faveur des Forces Armées Djiboutiennes (479 millions), de la Police Nationale (374 millions), de la Garde-Côtes (21 millions), du Ministère de l'Enseignement Supérieur (53 millions), du Ministère de l'Education Nationale (304 millions), de la RTD (79 millions), et de l'Agence Nationale des Système d'Information d'Etat (4 millions).

VI- LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (SRF)

6-1 ATTRIBUTION ET ORGANISATION

Le Service de renseignements financiers est le service national en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur le territoire de la République de Djibouti. Il est chargé d'orienter l'action des autorités nationales et est le principal interlocuteur national en la matière. Il accompagne les entités déclarantes dans leur conformité avec les lois en leur proposant des avis et recommandations stratégiques.

Le service de renseignements financiers continue de recevoir et d'analyser les déclarations soumises par les assujettis et a reçu depuis le début de l'année 2021 plus de deux cents déclarations. Toutes ces déclarations ont fait l'objet d'un filtrage pour l'évaluation de leurs risques et ont été par la suite incluses dans la base de données et triées selon leur priorité pour analyse.

Les déclarations soumises au service de renseignements financiers émanent principalement des institutions financières et aucune déclaration de la part des assujettis autres que ceux soumis à la réglementation de la Banque Centrale. Il est nécessaire qu'une sensibilisation des différents acteurs nommés par les lois soient mises en place afin d'accroître la vigilance et augmenter les déclarations de ces secteurs.

6-2 L'ÉVALUATION NATIONALE DES RISQUES

La Banque Mondiale, à la suite d'une demande d'assistance technique, a mobilisé des fonds pour la mise en place de l'évaluation nationale des risques conformément au résultat immédiat numéro 1 qui demande aux États de connaître les risques auxquels leurs pays sont confrontés.

Le rapport final de l'évaluation des risques a été présenté aux membres du gouvernement le 31 mars 2022, réunion à l'issue de laquelle le Gouverneur a rappelé le contexte dans lequel s'inscrivait l'évaluation nationale des risques et de l'importance de tirer les leçons de cette évaluation pour corriger les défaillances observées afin de se préparer au mieux à l'évaluation mutuelle de Djibouti. Le Chef du service de supervision a présenté les principales conclusions du rapport en montrant l'évaluation par secteur ainsi que les principales défaillances constatées. Le chef du service de renseignements financiers a présenté les principaux domaines nécessitant des actions de la part des autorités publiques.

6-3 COOPERATION INTERNATIONALE

Le service de renseignements financiers a reçu une demande de coopération et d'échange d'information avec le service de renseignements financiers de la République du Kenya et la République du Yémen.

Le Global Center in Cooperative Security continue de procéder à un appui relatif à la mise à jour des dispositions législatives et réglementaires vis-à-vis des nouvelles recommandations du GAFI et en particulier des nouveaux domaines d'intervention tels que la prolifération des armes ou des travaux sur les bénéficiaires effectifs.

Le service de renseignements financiers a participé à une réunion de coopération avec les chefs des cellules de renseignements financiers de la région à Nairobi au Kenya en novembre 2021 à l'initiative du gouvernement américain durant laquelle les moyens de coopération dans la lutte contre le financement du terrorisme dans la région ont été examinés.

6-4 PARTENARIAT PUBLIC/PRIVE

Le service de renseignements financiers continue de mettre en avant le partenariat public-privé en organisant des rencontres avec l'ensemble des acteurs du secteur bancaire afin de leur présenter les tendances en matière de criminalité et d'enquêtes judiciaires. Le SRF propose des initiatives afin de renforcer le partenariat et permettre aux institutions financières de mieux identifier les flux illicites.

6-5 FORMATIONS

Le service de renseignements financiers prend activement part à l'accroissement des connaissances aussi bien des membres du service que de la participation aux activités de formations aux autres secteurs.

Le SRF a participé aux réunions de formations suivantes :

- Séminaire régional en ligne sur les travaux, standards et outils en matière de recouvrements des avoirs du 17 au 21 mai 2021, organisé par le projet AML-THB de CIVIPOL financé par l'Union Européenne ;
- Participation à l'atelier de partage d'expérience sur la conduite d'une Evaluation Nationale des Risques le 14 juillet 2021, organisé par la Banque Centrale de Djibouti en collaboration du Global Center on Cooperative Security ;
- Séminaire International en ligne sur les mesures efficaces de lutte contre le blanchiment d'argent des mécanismes Hawala, détecter et perturber les activités financières illicites du 26 au 30 juillet 2021, organisé par le projet AML-THB de CIVIPOL financé par l'Union Européenne ;
- Séminaire en ligne sur la crypto monnaie du 20 au 24 septembre 2021, Organisé par le projet AML-THB de CIVIPOL financé par l'Union Européenne ;
- Technique d'investigation grâce à l'utilisation des informations bancaires, du 10 au 19 mai 2021, OECD, formation en ligne ;
- Conférence Régionale sur la coopération internationale sur les crimes issus des enquêtes sur les trafics de migrant et la traite des personnes, 5 au 7 Juillet 2021, ONUDC, Kempinski ;
- Formation conjointe sur les flux financiers illicites liés à la Traite des Personnes et au Trafic illite de Migrant à Djibouti, 29 octobre, Institut diplomatique de Djibouti

Le Service de Renseignements financiers a également délivré des formations :

- Formation sur les « enquêtes complexes » à l'école internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire le 26 octobre 2021 dont l'objet était de fournir aux fonctionnaires des techniques d'investigation parallèle en se focalisant sur les moyens d'identification des flux financiers en appliquant diverses méthodes telles que le profil financier. Une autre formation s'est également déroulée en mars 2022 en présence des officiers de police judiciaire d'autres pays africain à l'instar du Sénégal, Cameroun, Tchad, etc.

VII- LE SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE

En 2021, dans le contexte lié à la pandémie du Covid-19, le service de la Supervision Bancaire (SSB) a continué le train de réformes initiées ces dernières années pour assurer la stabilité financière et élargir l'inclusion financière de la population.

En matière de réglementation bancaire, le SSB a procédé, courant mars 2021, à la préparation d'un projet d'instruction sur la liquidité à court terme (LCR). Le LCR oblige les banques à disposer d'actifs liquides de haute qualité, non grevés, leur permettant de couvrir leurs besoins de liquidité dans l'hypothèse d'une crise de liquidité de 30 jours calendaires.

Une formation virtuelle de cinq jours a été assurée avec l'appui du METAC du 14 au 18 mars 2021 à l'ensemble des superviseurs pour comprendre les principes de saine gestion et de surveillance du risque de liquidité à court terme ainsi que les outils de suivi de ce risque. Un modèle de reporting pour le calcul du LCR a été élaboré par les superviseurs afin de conduire une étude d'impact de ce nouveau ratio sur les situations individuelles et consolidées de la place bancaire.

Le département a continué les travaux en vue de la finalisation de la refonte du projet d'instruction relative aux modalités de calcul du ratio de solvabilité pour les banques conventionnelles et du nouveau texte sur le ratio de solvabilité spécifique aux institutions financières islamiques.

Après la présentation virtuelle aux banques faite en novembre 2020, des études d'impact ont été menées, d'une part, pour analyser, sur base individuelle, les incidences sur les ratios de solvabilité résultant de l'application des nouvelles normes et, d'autre part, disposer des résultats des différents scénarios explorés afin de calibrer certaines pondérations, tout en veillant à la résilience des établissements bancaires et du système bancaire national dans son ensemble.

Le SSB a initié depuis mars 2021 des entretiens individuels virtuels avec les banques dans le cadre des échanges périodiques instaurés avec les dirigeants et les principaux responsables de métiers (contrôle interne, départements des risques, comptabilité, etc.) et les commissaires aux comptes en charge de la certification de leurs comptes financiers.

Fin mars 2021, plusieurs missions d'accompagnement des opérateurs financiers ont été conduites pour s'assurer du suivi des consignes sanitaires et des mesures d'hygiène adoptées par les pouvoirs publics, pour la protection des clients et du personnel des institutions financières.

A cet effet, le SSB a élaboré une nouvelle circulaire à l'intention des établissements assujettis concernant la mise à jour des plans de continuité d'activité ou à leur élaboration le cas échéant.

Le SSB a participé et coordonné les travaux d'une mission d'assistance technique du FMI sur les prévisions de liquidité de la BCD en février 2021. Cette mission virtuelle, qui bénéficie de l'expertise du département MCM du FMI, va permettre de faire des prévisions de liquidité de l'émission fiduciaire et de la trésorerie de l'Etat dans les comptes du Trésor ouverts dans les livres de la Banque Centrale de Djibouti.

Le SSB a largement contribué depuis novembre 2020 aux préparatifs des travaux de l'évaluation nationale des risques (ENR) avec l'appui de la Banque mondiale : rédaction des lettres d'information et de sensibilisation, composition des membres et répartition des groupes thématiques, formation des membres des groupes thématiques, plusieurs séances sous forme de visioconférences avec les experts de la Banque mondiale, animation et coordination des travaux.

Le SSB a mobilisé, tout au long de l'année 2021, l'ensemble de son effectif pour assurer les travaux techniques préparatoires à l'ENR ainsi que le secrétariat permanent et la suppléance des chefs d'équipe des groupes thématiques. Des matrices de collecte des données ont été réalisées pour faciliter le travail de recueil des informations et données nécessaires pour l'évaluation nationale des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme.

Les données et informations recensées ont permis d'élaborer les rapports thématiques, qui une fois assemblés ont permis de réaliser le premier national sur l'ENR. Ce rapport, une fois validé par les autorités nationales, servira de base de référence aux travaux de l'évaluation mutuelle du GAFI prévue en 2023.

Le SSB a conduit des missions d'inspection sur place dans les établissements assujettis à la réglementation. Les travaux d'analyse du contrôle permanent ont permis de lancer fin 2020-début 2021 des missions thématiques d'inspection sur place auprès de cinq (5) institutions financières dont trois banques conventionnelles et deux caisses de microfinance (dont une islamique).

Sur la base des revues des fiches d'analyse individuelles trimestrielles, le SSB a élaboré des lettres de suite adressées aux établissements assujettis afin de remédier aux manquements et proposer des mesures correctrices urgentes pour se conformer à la réglementation bancaire.

Le SSB a finalisé début 2021 l'étude du dossier d'agrément de la banque MISR, du guichet islamique de la CAC Bank et de l'opérateur de monnaie électronique WAAFI (Salaam African Bank). Le département a également procédé à l'étude de plusieurs dossiers de demande de dérogations sur la limitation des risques individuels.

Le SSB a mené une revue complète des dossiers d'agrément et de conformité de l'ensemble des auxiliaires financiers. Ces travaux vont permettre d'actualiser les données et informations relatives à ces auxiliaires financiers et de relever les exigences en matière de gouvernance, de conformité et de certification des comptes de ces établissements assujettis à la réglementation nationale.

Le SSB a continué à produire, sur une base trimestrielle, les indicateurs de solidité financière (ISF) qui permet de disposer de données susceptibles de faciliter la surveillance macroprudentielle. Ces données consolidées sont régulièrement transmises au département des statistiques du FMI pour publication sur le site web de cette institution financière. Un travail de révision des ISF de l'année 2020 a été effectué pour les besoins des travaux de préparation du deuxième rapport annuel de la supervision bancaire.

Dans un souci d'une plus grande transparence et d'amélioration de la communication financière de la place, le département de la supervision bancaire a entamé les préparatifs de la rédaction du deuxième rapport annuel de la supervision bancaire pour les exercices 2020 et 2021.

Ce document de référence permet de passer en revue la supervision et la stabilité du secteur bancaire⁴, les activités du département de la supervision, les institutions de microfinance et les institutions financières spécialisées. Il comporte de nombreuses annexes sur les indicateurs de solidité financière, l'évolution de la bancarisation, la rentabilité des banques.

Le SSB a effectué une visioconférence avec le département des marchés monétaires et des capitaux (MCM) du FMI pour discuter du suivi de la revue de la stabilité du secteur financier (FSSR) menée en janvier 2020. Pour rappel, la revue FSSR a permis de procéder à une analyse des vulnérabilités du secteur bancaire, à une évaluation des questions prioritaires en matière de stabilité financière et à l'élaboration d'une feuille de route pour l'assistance technique.

Cette évaluation a montré que la Banque Centrale de Djibouti, compte tenu de ses contraintes en termes de capacité, doit renforcer son cadre de gouvernance, la régulation et la surveillance du secteur financier, la gestion des risques de liquidité, le dispositif de résolution des crises bancaires et le cadre de politique macroprudentielle.

⁴ Le document analyse la structure du système bancaire, l'évolution des indicateurs d'inclusion financière, l'évolution de la concentration bancaire, la situation prudentielle des banques.

En raison de l'évolution rapide du secteur bancaire, la Banque Centrale de Djibouti a introduit des réformes importantes depuis 2011, pour aligner sa réglementation aux standards internationaux, adapter ses capacités opérationnelles aux besoins croissants du marché financier, et élargir son mandat à ses nouvelles responsabilités (système de paiement, lutte contre le blanchiment, etc.). Toutefois, l'implémentation de ces réformes a été entravée par un manque de capacités en matière de ressources suffisantes, des contraintes financières notables et un accroissement rapide des attributions de la Banque Centrale de Djibouti.

En matière de gouvernance, la Banque Centrale de Djibouti va élaborer un plan stratégique pluriannuel, procéder à un audit organisationnel, revoir sa structure de gouvernance et renforcer son dispositif de contrôle interne.

Dans les domaines de la régulation et de la supervision bancaire, les autorités monétaires vont renforcer le cadre réglementaire, adapter les capacités de la supervision, mettre en œuvre une supervision basée sur les risques et préparer l'évaluation mutuelle des risques en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Par ailleurs, la Banque Centrale de Djibouti compte améliorer le cadre de gestion et de supervision des risques de liquidité des banques, notamment en introduisant des nouvelles exigences en matière de ratio de couverture de la liquidité (LCR), et un suivi rapproché des positions de liquidité des banques.

Pour ce qui concerne les filets de sécurité et le cadre de gestion des crises, la Banque Centrale de Djibouti devra accroître ses capacités d'intervention précoce et de supervision des banques en difficulté, mettre en place un cadre de résolution cohérent et introduire le mécanisme de fourniture de la liquidité d'urgence (ELA).

Enfin, les autorités djiboutiennes vont élaborer à moyen terme un cadre macroprudentiel et développer les capacités en matière de risque systémique avec la conduite de tests de résistance face aux risques de solvabilité et/ou de liquidité.

Pour mener à bien ces réformes prioritaires pour le secteur financier, l'appui du Fonds monétaire international a été sollicité par les autorités nationales pour bénéficier de l'assistance technique et de la formation du personnel de la Banque Centrale de Djibouti.

Compte tenu de l'ampleur de ces réformes et de l'importance des domaines de vulnérabilités à couvrir, les autorités monétaires ont demandé la mobilisation d'un expert international de long terme, en plus des missions d'experts de court terme, pour accompagner l'implémentation des mesures prioritaires proposées pour le secteur financier, renforcer les capacités de la Banque Centrale de Djibouti et développer une surveillance adéquate de la stabilité financière.

Le département de la supervision bancaire a finalisé depuis novembre 2019, le déploiement du BSA (Banking Supervision Application). Le contrat d'acquisition du BSA a été signé en mars 2019, pour un coût global de 110.000 USD comprenant l'achat de la solution et son déploiement. Un coût de maintenance de 44.000 USD a été facturé en 2020 par le BSO, le Bureau d'appui de cette solution basé au Mozambique. A partir de 2021, les banques commerciales devront supporter en partie le coût inhérent à la maintenance du BSA.

Des actions de formation et de renforcement des capacités ont été fournies aux superviseurs ainsi qu'aux informaticiens et comptables des banques commerciales. La solution BSA a été officiellement lancée fin 2019 au niveau de l'ensemble des institutions bancaires. Les données historiques à compter de 2013 ont été renseignées par les banques dans le système BSA.

Depuis janvier 2020, les banques transmettent les données périodiques et prudentielles via le BSA. L'utilisation de cette solution permet aux superviseurs de disposer d'un outil d'aide à la

décision performant et fonctionnel au niveau de 16 banques centrales de l'Afrique orientale et australe et du Timor-Oriental.

Le département de la supervision a continué de contribuer aux travaux des différents comités nationaux en charge de la riposte à la pandémie sanitaire (notamment au Fonds de secours et de solidarité aux PME impactées) et aux discussions avec le FMI pour mettre en place les mécanismes de financement rapide permettant d'aider les pays membres à faire face au Covid-19.

Le responsable du département de la supervision a pris part à la mission conjointe avec le Ministère de l'économie et des finances et le Programme des Nations-Unies pour le Développement du 7 au 13 mars 2021 en Turquie. La délégation a signé un MoU avec l'Association des banques participatives turques, a eu des entretiens fructueux avec le COMCEC, les banques d'investissement turques, les opérateurs de paiement mobile et le fonds de garantie turc.

Dans le cadre du 11^{ème} Sommet du Bosphore tenu à Istanbul les 8 et 9 mars 2021, le responsable de la supervision a fait une allocution sur le recours aux moyens digitaux de paiement et la transformation du secteur bancaire afin d'accélérer l'inclusion financière et de réduire les coûts des transactions financières au plus grand bénéfice de la population.

Le département de contrôle a poursuivi sa politique de formation des cadres pour renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles à travers la participation à des formations en ligne dispensées par le FMI, le FMA, la Banque de France et la Banque des règlements internationaux (SROC, LBC-FT, supervision basée sur les risques, actualité récente en matière de surveillance et de réglementation bancaires, réglementation et la supervision des institutions financières islamiques, etc.).

Pour développer son expertise de manière adéquate, le département de la supervision requiert la poursuite de l'effort de recrutement de dix (10) nouveaux cadres pour les fonctions critiques peu ou pas couvertes (analyse des banques systémiques, gestion des crises bancaires et résolution des banques en difficultés, surveillance macroprudentielle, stress testing, LBC-FT, etc.). Il est prévu le recrutement de cinq (5) nouveaux cadres courant 2021 et de poursuivre cet effort en matière de renforcement des capacités de la supervision au cours des années suivantes.

VIII- LE SERVICE DES ETUDES

Dans le cadre de sa mission, le Service des Etudes est chargé d'assurer les attributions suivantes :

- Elaboration et publication du rapport annuel de la BCD ;
- Elaboration et publication des bulletins mensuel et trimestriel ;
- Suivi de l'actualité économique nationale et internationale à travers la publication de notes de conjoncture ;
- Assister la Direction sur les dossiers relatifs aux Etudes et Projets ;
- Participation à l'élaboration et/ou au renforcement de la réglementation du secteur financier ;
- Collecte et analyse des principales données macroéconomiques ;
- Elaboration et publication d'études économiques périodiques ;
- Collecte des données des établissements publics ;
- Suivi des agrégats budgétaires et du TOF ;
- Suivi et collecte des données des grands projets et des différents bailleurs (FMI, BM, BAD, BID, etc.) ;
- Suivi des étudiants stagiaires ;

- Chargé de la communication de la BCD et des moyens d'informations.

Au cours de l'année 2021, le Service des Etudes a réalisé les activités suivantes :

- La rédaction et la publication du Rapport annuel 2020 de la Banque Centrale en y apportant des améliorations substantielles, tant sur la forme que sur le contenu ;
- La mise à jour et l'alimentation en données du site web de la Banque Centrale ;
- La participation à diverses réunions techniques et thématiques d'ordre économique et financière, notamment aux réunions avec le FMI au titre des missions de revue Article IV.

Dans ce cadre, le Responsable du service a contribué aux travaux du Comité de Cadre, chargé de la révision et la mise à jour des données macroéconomiques nationales ;

- L'assistance au Secrétariat du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA. La BCD préside le Bureau. Ces travaux consistent en la production et la transmission des données macroéconomiques concernant le pays et, notamment les données relatives aux critères de convergence macroéconomique, ainsi que les diverses tâches administratives pour le bon fonctionnement du Bureau.
- Aussi, le Responsable du Service a participé ; du 17 au 19 mars 2021, à la réunion technique préparatoire à la 53^{ème} Session de la Commission économique pour l'Afrique / Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et des Gouverneurs des Banques centrales, tenue les 22 et 23 mars. Le thème retenu pour cette session s'intitulait : « L'industrialisation et la diversification durables de l'Afrique à l'ère du numérique dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ».
- Dans ses fonctions, le Service des Etudes assiste le Cabinet du Gouverneur dans la rédaction des courriers, la préparation des discours et toute autre tâche qui lui est confiée concernant les questions économiques et financières ;
- L'orientation et l'encadrement des étudiants stagiaires à la Banque Centrale.

Malgré ses efforts, le Service des Etudes n'a pas encore pleinement exprimé son potentiel à la hauteur de ses missions et de son caractère transversal, en raison de l'insuffisance de son effectif, composé actuellement d'un cadre supérieur et de son responsable.

IX- LES ACTIVITES DU SERVICE JURIDIQUE

Le Service Juridique est une fonction support qui a principalement pour objectif de répondre aux questions de nature juridique qui se poseraient en interne et en externe de la Banque Centrale de Djibouti.

Par ailleurs, ce Service a mandat pour représenter la Banque Centrale de Djibouti dans la gestion des dossiers précontentieux et contentieux devant les Instances Judiciaires de la République.

Ce service a poursuivi sa mission de point focal avec la société MDM portant sur les pièces de collection avant continuation de cette activité avec le service de l'Audit Interne.

Dans la gestion des dossiers contentieux, ce service a apporté une fin de non-recevoir et la mise hors de cause de la BCD dans l'action pendante devant la Cour Suprême dans un litige.

Suite à la saisine de la BCD relative à la participation d'un actionnaire dans le capital de la Banque de Développement de Djibouti (BDD). Ce service a tenu des échanges avec le Fond de Développement Economique de Djibouti (FDED) quant à une requête de cet actionnaire.

Enfin, dans le cadre du renforcement des capacités de la Banque Centrale de Djibouti, un concours s’est déroulé fin 2021 avec une prévision de 2 nouvelles recrues pour le Service Juridique.

X- LE SERVICE EN CHARGE DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT

Le présent rapport d’activité porte sur l’état d’avancement des travaux du projet Système National de Paiement (SNP) dans le cadre de la modernisation des infrastructures et de l’architecture financières nationales menée par la Banque Centrale avec le soutien de la Banque Mondiale.

Ce projet de modernisation du Système National de Paiement vise la mise en place d’une solution moderne permettant d’assurer la compensation et le règlement de tous les types d’instruments de paiement à travers un système intégré dit ATS+ (Système de Transfert Automatisé), mais également la mise en œuvre d’une interconnexion du réseau bancaire et la réhabilitation de la salle serveur de la Banque Centrale mise aux normes et exigences internationales.

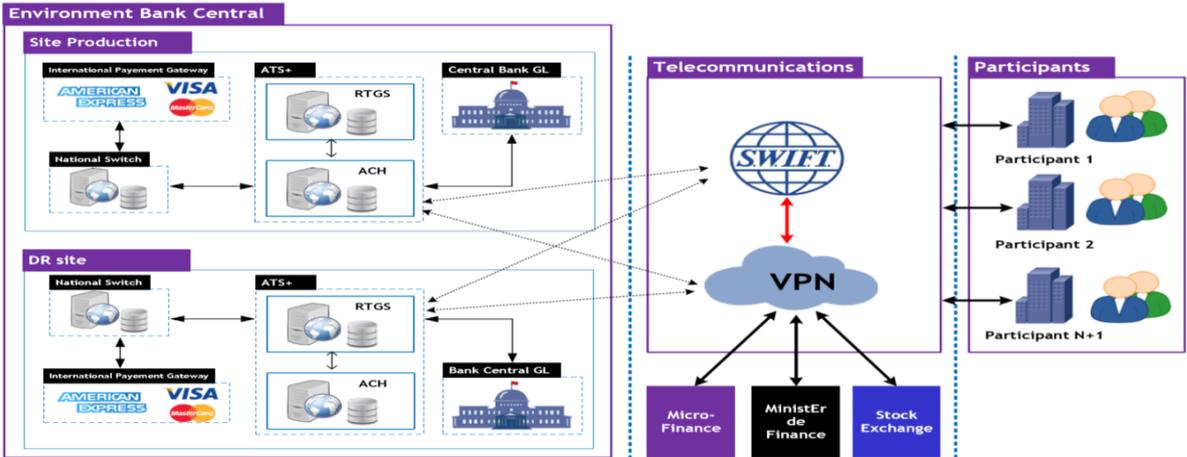
En termes de réalisations, la Banque centrale a enregistré à ce jour de bonnes avancées. Il s’agit notamment de la promulgation de La loi N°118/AN/15/7ème L du 16 juillet 2016 portant création d’un Système de Paiement National ; de la mise en œuvre opérationnelle d’un système de règlement brut en temps réel (RTGS) et d’un système de compensation automatisé (ACH) pour le dénouement des transactions en Franc Djibouti et en Dollar Américain, de la normalisation des instruments de paiement et de la mise en œuvre du cadre réglementaire pour le fonctionnement du système.

Cette importante réforme vise notamment l’amélioration de la fluidité et la sécurité des échanges, la promotion de l’interopérabilité, la réduction des coûts et des délais d’exécution des transactions.

Le système ATS+ est opérationnel depuis le 15 juillet 2021 avec le lancement des virements interbancaires tandis que la compensation des chèques continuera à demeurer manuelle en attendant la finalisation de la normalisation des chèques.

I- Le Système Automatisé de Transfert de Djibouti (SYRAD)

BCD ATS+ ARCHITECTURE

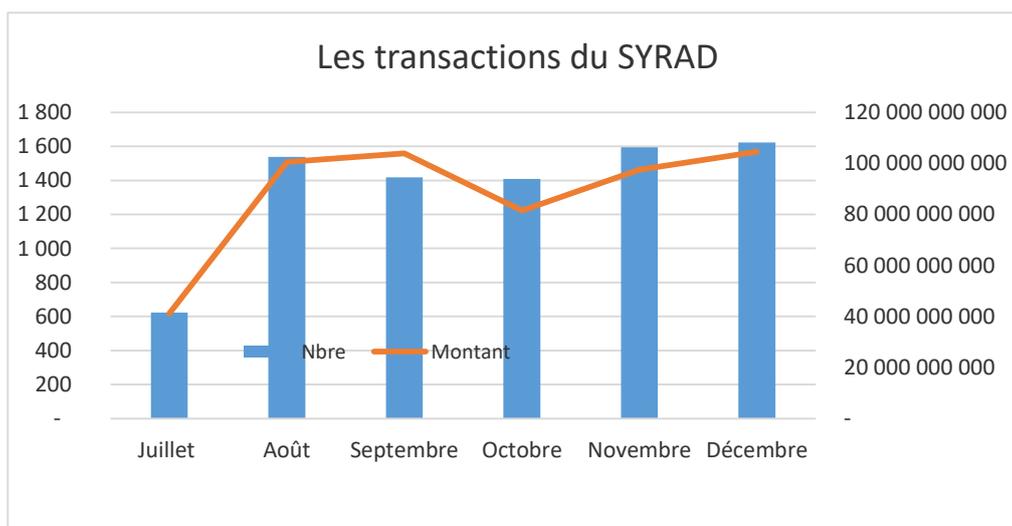


1.1. Activités

L'année 2021 a connu l'adhésion au SYRAD (Système de Règlement Automatisé de Djibouti) de 13 participants, en majorité des établissements de crédit enregistrant un volume total de près de 8.900 transactions émises pour la période allant de juillet à décembre 2021, et ce, pour tout type de transactions confondues (virement et chèques, débit direct ou crédit direct).

Les systèmes de paiement et de règlement ATS sont opérationnels à la BCD et au sein de la communauté bancaire depuis juillet 2021.

- ✓ La saisie des opérations est effectuée sur des postes de travail et après leur validation, les opérations sont transmises en temps réel dans le système ATS central (pour les opérations du RTGS) et communiquées aux participants (banques et clients) bénéficiaires.
- ✓ La transmission des opérations de paiement est différée lorsqu'il s'agit des opérations de compensation (système ACH). Ces dernières doivent attendre l'activation de la période de compensation dans le système ;
- ✓ Le système ACH accepte les montants dont le plafond est actuellement fixé à 10 000 000 FDJ, tandis que les gros montants ou urgents sont traités par le système RTGS.



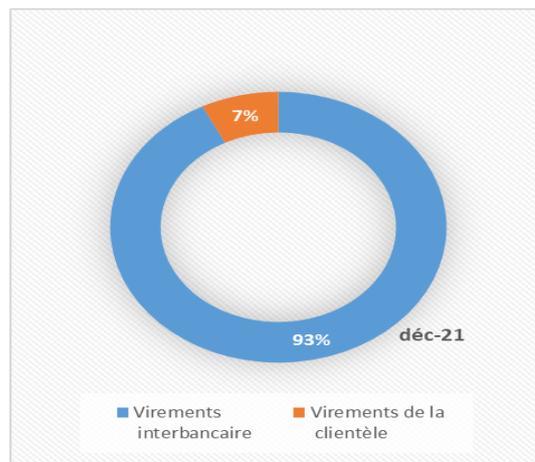
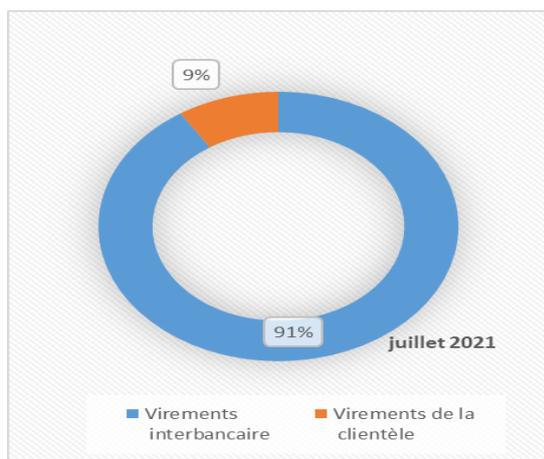
a- Virements interbancaires

Les virements interbancaires, qui représentent 91% en volume des ordres de paiement des participants directs, ont enregistré une hausse de 165% à fin décembre en 2021, s'établissant à 1.506 ordres de paiement contre 566 à fin juillet 2021. Aussi, leur valeur globale s'est inscrite en hausse de 215% s'établissant à 99,9 milliards FDJ contre 32 milliards FDJ depuis la mise en production en juillet 2021.

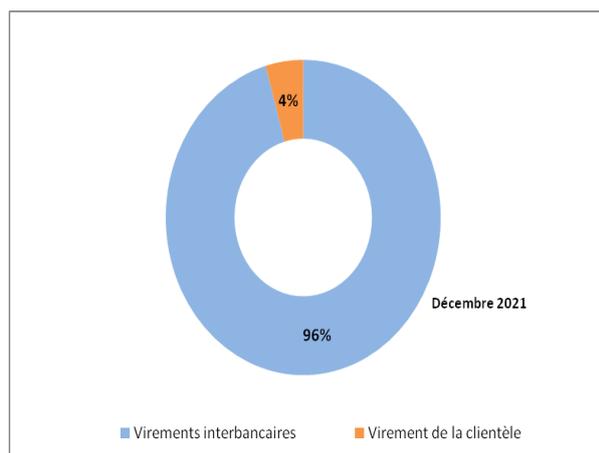
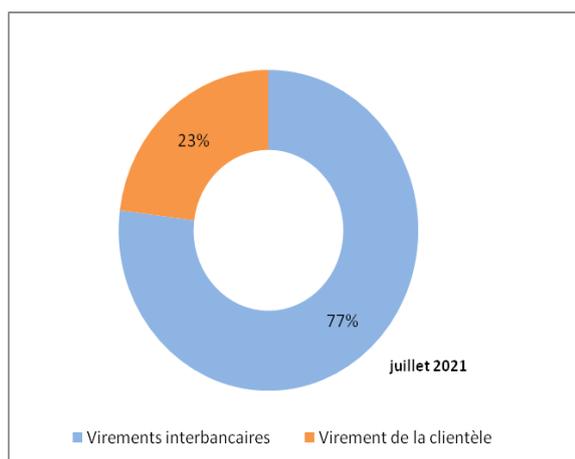
b- Virements clientèle

Les virements pour compte de la clientèle ont confirmé leur trend haussier enregistré auparavant, passant de 57 ordres de paiement à fin juillet 2021 à 121 à fin décembre 2021, soit une hausse de 112%. Toutefois, La valeur globale de ces ordres s'est établie à 4 milliards de FDJ en décembre 2021, contre 9 milliards de FDJ à fin juillet 2021, soit une baisse de 52%.

PART DES ORDRES DE VIREMENTS CLIENTÈLE ET INTERBANCAIRES EN NOMBRE



PART DES ORDRES DE VIREMENTS CLIENTÈLE ET INTERBANCAIRES EN MONTANT



1.2. Evolutions récentes

Dans le cadre du projet, sont également menés des travaux relatifs au renforcement du cadre juridique du système de paiement d'une part, et la normalisation des instruments de paiement (chèques, coordonnées bancaires).

A ce jour, les banques ont finalisé ce processus en présentant des coordonnées bancaires à 23 caractères et en transmettant à la BCD un spécimen de chèque pour validation et personnalisation de l'interface message chèque. A ce titre, les spécimens des chèques normalisés de 9 banques sur 13 ont été validés conformément aux critères exigés par la BCD, avec la ligne RLMC complétée.

Concernant le cadre juridique, des travaux sont également menés relatifs au renforcement du cadre juridique du système de paiement.

Les travaux ainsi menés se déclinent comme suit :

- ~ Evaluation du cadre légal et réglementaire existant des systèmes de paiement à Djibouti à travers un questionnaire

- Elaboration de la stratégie d'amélioration du cadre juridique du système national des paiements.
- Validation du rapport de stratégie.
- Élaboration des projets textes
- Examen des avant-projets de textes par la BCD
- Validation des avant projets de textes en textes réglementaires définitifs

A l'issue de ces travaux, des projets de textes réglementaires ont été mis sur pied afin de renforcer le fonctionnement et la surveillance du Système de Règlement Automatisé SYRAD.

Il s'agit des textes décrits comme suit :

- Projet de convention de participation au Système de Règlement Automatisé de Djibouti (SYRAD)
- Projet d'Instruction portant sur la création du Comité National du système de Paiement
- Projet d'Instruction portant sur les règles de fonctionnement du Système(SYRAD)
- Projet d'Instruction portant la surveillance du système de paiement national
- Projet d'Instruction relative à la normalisation des instruments de paiements
- Projet d'Instruction relative aux procédures des opérations RTGS
- Projet d'Instruction relative aux procédures des opérations ACH.

ANNEXES

Annexe I - Tableau des opérations financières de l'Etat, 2017-2021

En millions FDJ

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 2021/20
PIB nominal	371 021	408 902	570 300	654 649	677 300	3,5
Recettes et Dons	116 138	123 930	128 931	131 056	127 608	-2,6%
Recettes intérieures	107 212	106 311	109 283	112 092	116 877	4,3%
<i>Recettes fiscales</i>	<i>66 209</i>	<i>69 004</i>	<i>71 420</i>	<i>65 866</i>	<i>69 386</i>	<i>5,3%</i>
- Impôts directs	27 418	28 779	30 470	28 646	29 437	2,8%
- Impôts indirects	34 805	36 621	37 945	34 581	37 089	7,3%
- Autres impôts	3 986	3 604	3 024	2 639	2 859	8,3%
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>41 003</i>	<i>37 307</i>	<i>37 863</i>	<i>46 226</i>	<i>47 491</i>	<i>2,7%</i>
Dons	8 927	17 619	19 648	18 964	10 731	-43,4%
Projets	5 026	13 449	7 872	7 561	5 350	-29%
Budget	3 901	4 170	11 776	11 403	5 381	-53%
Ratio Recettes budg/PIB	28,9%	26,0%	19,2%	17,1%	17,3%	10%
Dépenses	117 172	134 200	133 968	144 139	140 671	-2%
Dépenses courantes	87 024	91 841	91 934	89 628	91 154	2%
Salaires	33 579	35 504	35 603	35 764	37 417	4,6%
Matériels	29 775	29 975	29 392	30 332	32 186	6,1%
Maintenance	1 525	1 614	1 305	1 200	1 221	1,8%
Transferts	16 562	17 544	18 142	18 783	19 389	3,2%
Intérêts	5 200	6 467	7 111	3 549	941	-73,5%
Dépenses courantes sur finance. Ext.	383	738	380	0	0	
Investissements	30 147	42 359	42 034	40 157	45 517	13,3%
Budgétaires	18 225	17 243	22 750	22 498	28 234	25%
Extérieur	11 922	25 116	19 284	17 659	17 283	-2,1%
Dépenses exceptionnelles Covid-19	-	-	-	14 354	4 000	-72%
Solde global (base ordon. dons inclus)	-1 033	-10 270	-5 037	-13 083	-13 087	-0,1%
Solde global (en % du PIB)	-0,3%	-2,5%	-0,9%	-2,3	-1,9%	-0,4%
Variations des arriérés (signe - en positif)	-363	1 993	2 871	686	2 120	209%
Solde global, (base caisse)	-1 396	-8 277	-2 166	-12 397	-10 943	-12%
Solde global base caisse (en % du PIB)	-0,4%	-2,0%	-0,4%	-1,9%	-1,6%	-14%
Financement	1 467	9 147	3 326	12 589	10 943	-13%
Intérieur	-2 602	511	-4 947	-2 549	1 207	-147%
bancaire	-2 477	636	2 570	-101	11 297	
Non-bancaire	-125	-125	-7 517	-2 448	-10 090	312%
Extérieur	4 069	8 636	8 273	15 138	9 736	-36%
Déficit Résiduel	71	870	1 160	193	0	100%

Source : Ministère du Budget

Annexe II – Structure et composantes de la masse monétaire, 2019-2021

2-1 Composantes de la masse monétaire

En millions FDJ

Composantes	2019	2020	2021	Var2021/20
A) Monnaie fiduciaire	37.667	43.839	44.078	0,55%
B) Dépôts à vue en FDJ	139.044	147.084	156.566	6,45%
. Banques	139.044	147.084	156.566	6,5%
. Trésor	-	-		-
M1 = A+B	176.711	190.923	200.644	5%
C) Autres dépôts à vue FDJ	17.185	16.900	17.396	3%
M2 = M1+C	193.896	207.823	218.040	4,9%
D) Dépôts à terme en FDJ	39.414	37.065	39.772	7,3%
E) Dépôts en devises	147.290	209.471	220.608	5,3%
M3 ou Masse monétaire	380.600	454.359	478.420	5,3%

Source : BCD

2-2 Structure de la masse monétaire

En pourcentage

Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Monnaie fiduciaire	9,9	9,6	9,2	-0,4
Dépôts à vue en FDJ	36,5	32,4	32,7	0,3
M1	46,4	42,0	42	0
Autres dépôts à vue en FDJ	4,5	3,7	3,63	-0,07
M2	50,9	45,7	45,6	-0,1
Dépôts à terme en FDJ	10,4	8,2	8,3	0,1
Dépôts en devises	38,7	46,1	46,1	0
M3	100,0	100,0	100	0,0

Source : BCD

Annexe III - Contreparties de la masse monétaire, 2019-2021

3-1 Contreparties de la masse monétaire

En millions FDJ

Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
A) Avoirs extérieurs nets	275.834	348.246	348.417	0,05%
B) Créances sur l'Etat	7.016	8.641	19.263	122,9%
C) Crédits à l'économie	140.036	149.013	161.621	8,4%
Total des contreparties (A+B+C)	422.886	505.900	529.301	4,6%
Solde des autres postes nets	-42.287	-51.541	-50.880	-1,3%

Source : BCD

3-2 Structure des contreparties

En pourcentage

Composantes	2019	2020	2021	Var. 2021/20
Avoirs extérieurs nets	72,5	68,8	63,5	-7,7
Crédits intérieurs	38,6	31,2	36,5	17
- Créances sur l'Etat	1,8	1,7	3,5	106
- Crédits à l'économie	36,8	29,5	33	11,8
Autres postes nets	-11,1	-3,4	2,8	17,6

Source : BCD

Annexe IV – Evolution de la rémunération des dépôts, 2020-2021

Catégorie des intérêts créditeurs				
<i>En pourcentage</i>				
Composantes	2020		2021	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
1. Particuliers				
Comptes sur livrets	0,04	1,50	0,04	1,5
Comptes à terme	0,07	1,50	0,04	1,26
Bons de caisse	0,03	1,15	0,03	1,23
2. Entreprises				
Comptes sur livrets	-	1,50	0,1	0,9
Comptes à terme	0,07	2,00	0,04	1,26
Bons de caisse	0,03	1,15	0,03	1,23

Source : BCD

Annexe V – Taux moyens des crédits, 2020-2021

En pourcentage

Taux moyens des crédits				
Composantes	2020		2021	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
1. Particuliers				
Découverts	8,50	13,67	4,96	18
Personnels	8,50	12,00	8,5	11
Crédits immobiliers	6,08	9,00	6,04	9
2. Entreprises/entrepreneurs privés				
Escompte				
< 10 millions FDJ	8,00	17,00	8	11
Découverts				
< 10 millions FDJ	6,37	16,00	6,22	11
de 10 à 50 millions FDJ	1,13	16,00	1,11	11
de 50 à 200 millions FDJ	1,55	16,00	2,14	11
> 200 millions FDJ	1,63	16,00	0,39	11
Autres crédits à court terme				
< 10 millions FDJ	8,00	13,00	7,63	10
de 10 à 50 millions FDJ	8,00	13,00	7,63	10
de 50 à 200 millions FDJ	8,00	13,00	8	10
> 200 millions FDJ	5,25	13,00	5,25	10
Moyen et long terme				
< 10 millions FDJ	6,53	15,00	6,76	11
de 10 à 50 millions FDJ	6,41	15,00	6,63	11
de 50 à 200 millions FDJ	6,81	15,00	6,67	11
> 200 millions FDJ	5,98	15,00	5,61	11

Source : BCD

Annexe VI - Balance des paiements de Djibouti, 2020-2021

En millions FDJ

	2020			2021		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
Compte courant	705.512	640.403	65.109	939.324	756.105	183.219
Biens	494.884	517.384	-22.500	718.545	619.101	99.443
Services	161766	91265	70.501	180.088	108.984	71.102
Transports	90.790	77.310	13.480	102.129	93.308	8.821
Voyages	5.274	2646	2.628	6.822	2.983	3.839
Services de communication	15.105	3.096	12.009	14.478	3.431	11.047
Services d'assurances	0	2.943	-2.943	0	3.373	-3.373
Autres services	12.871	1.934	10.937	14.713	2.439	12.274
Services des adm. publiques	37.726	3.336	34.390	41.944	3.450	38.494
Revenus	11.384	28.901	-17518	14.117	28.901	-10.724
Rémunérations des salariés	8.034	299	7.735	9.181	201	8.980
Revenus d'investissements	3.350	28.602	-25.253	4.936	24.640	-19.704
Investissements directs	0	21.064	-21.065	0	20.482	-20.482
Investiss. de portefeuille	0	0	0	0	0	0
Autres	3.350	7.538	-4188	4.936	4.158	778
Transferts courants	37.478	2.853	34.624	26.576	3.179	23.397
Secteur des adm. publiques	32.777	14	32.763	21.520	14	21.506
Autres secteurs	4.700	2.839	1.861	5.056	3.165	1.891
Compte de capital	6.833	323	6.510	5.350	202	5.148
Adm. publiques	6.833	323	6.510	5.350	202	5.148
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0
Compte d'opérations financières	91.786	95.569	-3783	140.748	74.278	66.470
Investissements directs	28.121	0	28.121	29.635	0	29.635
Investissements de portefeuilles	39.006	1.734	37.272	734	35.448	-34.714
Autres investissements	24.659	61.483	-36.824	93.008	38.830	54.178
<i>Avoirs de réserves</i>	0	32.352	-32.352	17.371	0	17.371
Erreurs et omissions	0	67834	-67834	0	254.835	-254.835
Total	804.130	804.130	0	1.085.422	1.085.422	0

Source : BCD

Annexe VII – Position extérieure globale de Djibouti 2021

En millions FDJ

Composantes	Avoirs	Engagements	Position nette
Investissements directs	0	368.490	-368.490
Investissements de portefeuille	3.886	3.558	328
*Titres autres qu'actions non-résidents	3.886		3.886
*Actions et autres participations		3.558	-3.558
Autres investissements	400.764	558.738	-157.974
- Crédits commerciaux	0	0	0
- Prêts	80.292	441.033	-360.741
* Autorités monétaires	0	8.065	-8.065
* Administrations publiques	0	104.264	-104.264
* Banques	80.292	81	80.211
* Autres		328.623	-328.623
- Monnaie fiduciaire et dépôts	320.472	106.353	288.434
* Autorités monétaires	0	6.628	-6.692
* Administrations publiques	0	0	0
* Banques	320.472	99.725	259.075
* Autres		0	36.051
-Autres Engagements	0	11.352	-11.352
* Autorité monétaires (allocation DTS)	0	11.352	-11.352
			0
Avoirs de réserve	102.617	0	102.617
* Or monétaire	0	0	0
*Droits de tirages spéciaux	648	0	648
* Position de réserve du F.M.I.	1.200	0	1.200
* Devises	100.769	0	100.769
Position nette	507.267	923.314	-423.519

Source : Banque Centrale de Djibouti

Annexe VIII– Bilans résumés et comparés de la BCD, 2020-2021

En millions FDJ

	2020	2021
Actif		
Créances sur l’Etranger	127.073	109.359
Créances sur les Banques	1.592	1.413
Créances sur l’Etat	9.213	15.862
Autres créances	114	233
Immobilisations	623	584
Total de l’actif	138.615	127.451
Comptes Hors-bilan débit	2.729	2.729
Passif		
Emissions (billets et pièces)	49.938	50.445
Engagements extérieurs	19.684	26.052
Fonds de réserve	3	3
Comptes créditeurs Organismes Internationaux	54	15
Comptes créditeurs de l’Etat	7.104	687
Comptes créditeurs des Banques	57.188	45.610
Autres Passifs	441	376
Capital, réserves et Résultat en instance d’approbation	4.203	4.264
Total du passif	138.615	127.451
Comptes Hors-bilan crédit	2.729	2.729

Source : BCD

Annexe IX – Comptes de résultat résumés et comparés de la BCD, 2020-2021

En millions FDJ

	2020	2021
Produits d'exploitation		
Produits financiers	409	96
Bénéfice de change	351	606
Autres produits	81	75
Total des produits d'exploitation	841	777
Charges d'exploitation		
Dépenses d'administration	(790)	(777)
Frais financiers	(14)	(7)
Perte de change	(64)	-
Dotations aux amortissements	(61)	(63)
Total des charges d'exploitation	(929)	(847)
Résultat d'exploitation	(88)	(70)
Résultat exceptionnel	-	5
Résultat sur exercices antérieurs	4	147
Dotations aux provisions	-	
Impôt sur le bénéfice	(4)	(20)
Résultat après impôt	(88)	61
Affectation au Fonds de Stabilisation de Change	-	19
Affectation Réserve légale	-	
RESULTAT NET	(88)	42

Source : BCD

BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI (BCD)

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels au 31 décembre 2021 de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), comprenant le bilan, le hors-bilan, le compte de résultat, ainsi que les notes annexes contenant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, qui sont décrites dans les notes annexes.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »).

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités de l'Auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels* » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'Institution conformément au Code de déontologie des professionnels comptables publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA), et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités du Gouverneur, du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit de la Banque Centrale relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels sont établis par le Gouverneur de la Banque et approuvés par le Conseil d'Administration.

Le Gouverneur de la Banque est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti décrites dans les notes annexes, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe au Gouverneur de la Banque d'évaluer la capacité de la Banque Centrale à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf s'il y a une intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à lui.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller, au travers du Comité d'Audit, le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque Centrale de Djibouti.

Responsabilités de l'Auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels.

Abidjan, le 13 octobre 2022

Deloitte Côte d'Ivoire


Marc WABI
Expert-Comptable Diplômé
Associé